



ALERTE INDUSTRIE : 18 MOIS APRÈS, OÙ EN SOMMES-NOUS?

DOSSIER DE PRESSE | CGT
09/12/2025



ALERTE INDUSTRIE : 18 MOIS APRÈS OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Sommaire



Introduction _____

**Partie 1 : Liste noire des plans
de licenciements** _____

**Partie 2 : Victoires de la CGT :
des projets alternatifs pour
sauver l'industrie et les emplois** _____

Partie 3 : Les propositions de la CGT _____

CONFÉRENCE DE PRESSE DU 9 DÉCEMBRE 2025

Cette liste constitue une nouvelle version mise à jour de celle publiée au mois de mai 2024 à l'occasion des Etats généraux de l'industrie et de l'environnement organisés par la CGT, puis actualisée à plusieurs reprises.

Elle comprend désormais **483 plans de suppression d'emplois** sur la période septembre 2023/décembre 2025 (au 5 décembre).

Si les localisations géographiques ne sont pas identifiées pour tous ces plans, ce sont **364 sites à caractère industriel qui sont identifiés**.

107 562 emplois menacés ou supprimés, dont 46 560 pour la seule industrie, sont recensés.

Ces chiffres sont à mettre en rapport avec les annonces faites lors des dernières éditions de Choose France :

2024 : "**Les 15 milliards d'euros d'investissements permettront de créer ou maintenir plus de 10 000 emplois**" selon Business France¹, concernant « **56 projets** »².

2025 : ont été annoncés **37 milliards d'euros d'investissements, dont 20 milliards pour de nouveaux projets, censés générer 13 000 emplois**.

Concernant l'industrie, si on retranche les 2765 emplois d'intérimaires et sous-traitants identifiés dans le recensement CGT, on arrive au chiffre de 43 795 emplois directs supprimés ou menacés dans l'industrie. Si on applique à ce chiffre le ratio de 4,5 emplois indirects et induits pour 1 emploi industriel (repris par la BPI dans le bilan de son Fonds SPI, sur la base des données INSEE³), cela représenterait un volume d'emplois générés de 197 077. La nature des emplois supprimés ou menacés recensés par la CGT n'étant pas connue de manière systématique (et pouvant comprendre une part d'emplois intérimaires notamment), on peut aussi raisonner sur une estimation plus basse de 2 emplois induits, soit 87 590 emplois.

Si on cumule le total des emplois supprimés ou menacés (107 562) et le potentiel d'emplois indirects et induits dans l'industrie (87 590 hypothèse basse, 197 077 hypothèse haute), on arrive donc à l'évaluation globale d'**un impact négatif compris entre 195 152 et 304 639 emplois depuis septembre 2023**.

Ce recensement documenté aboutit à **une estimation minimale**. D'abord, cette liste ne prétend pas à l'exhaustivité : il s'agit d'une **enquête militante** qui, à la différence des données officielles anonymisées, permet de donner à voir la diversité des situations tant en termes de secteurs que de territoires impactés.

¹https://www.francetvinfo.fr/economie/industrie/sommet-choose-france-les-15-milliards-d-euros-d-investissements-permettront-de-creer-ou-maintenir-plus-de-10-000-emplois-salue-business-france_6541199.html, 13 mai 2024

²https://www.francetvinfo.fr/economie/industrie/choose-france-un-montant-record-d-au-moins-15-milliards-d-euros-d-investissements-etrangers-pour-56-projets_6540116.html, 13 mai 2024

³<https://www.bpfrance.fr/nos-actualites/fonds-spi-3-200-emplois-directs-generes-par-les-nouveaux-sites-industriels>

D'autre part, sauf exception, ces derniers chiffres ne tiennent pas compte des emplois induits pour les secteurs hors industrie : par exemple, dans le cas de la Société générale, le syndicat CGT de l'entreprise évalue l'impact négatif à 3000 emplois chez les prestataires en plus des 1050 du PSE (impact inclus dans notre recensement).

Enfin cette compilation ne permet pas de mesurer les **conséquences globales des effets combinés des politiques d'austérité et des destructions d'emplois dans le secteur privé**. Quelques exemples permettent d'en avoir une idée.

La pétition du monde de la culture initiée suite aux coupes budgétaires de 2024 opérées tant du côté de l'Etat que des collectivités locales évoque « 150 000 emplois concernés » par les coupes budgétaires⁴.

France Chimie évaluait en octobre 2024 à 15 000 les possibles destructions d'emplois directs dans les 3 ans dans son secteur, un bilan qui serait démultiplié par les suppressions d'emplois induits⁵. Suite au déclenchement de la guerre commerciale par Trump, France Chimie a porté en avril 2025 à 20 000 la fourchette haute de son évaluation et chiffré à 47 le nombre de sites industriels menacés de fermeture.

La Fédération française du bâtiment évalue à 30 000 les emplois détruits en 2024 et à 100 000 le volume d'emplois menacés en 2025⁶.

Une récente étude commandée par les fédérations patronales de la métallurgie évaluent à 35 à 40 000 les emplois menacés dans la filière automobile dans les 5 ans à venir dans l'hypothèse où la réglementation européenne n'évoluerait pas en faveur de la production sur le continent⁷. Une autre évalue à 56 000 en 10 ans les suppressions d'emplois prévisibles dans la filière auto, en faisant le rapport entre suppressions et créations liées au développement de l'hydrogène et de l'électrique⁸.

Concernant le secteur associatif et plus largement l'économie sociale et solidaire, ESS France a récemment évalué à 60 000 le nombre d'emplois menacés dans l'économie sociale et solidaire compte tenu du projet de budget 2025⁹. Une étude menée par Coordination Sud et CartONG, publiée le mardi 25 novembre 2025, a quant à elle chiffrer à 4938 le nombre d'emplois supprimés dans l'humanitaire en 2024 suite aux coupes budgétaires.

Ce sont plusieurs dizaines de milliers d'emplois supplémentaires menacés qui peuvent être ajoutés à ceux recensés par la CGT. Notre recensement documenté est donc cohérent avec les évaluations qui ont circulé, notamment celle du cabinet Altares fin 2024 portant sur 300 000 emplois menacés du fait de la vague de défaillances d'entreprises¹⁰.

⁴<https://www.change.org/p/pays-de-la-loire-plus-de-1000-artistes-et-professionnels-de-la-culture-se-mobilisent>

⁵<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/la-chimie-francaise-craint-de-perdre-15-000-emplois-d-ici-3-ans-20241016>, 16 octobre 2024

⁶Dépêche AFP du 18 décembre 2024

⁷https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/06/05/automobile-35-000-a-40-000-emplois-menace-s-en-france_6610703_3234.html?search-type=classic&ise_click_rank=1, 5 juin 2025

⁸<https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/automobile/effectifs-production-exportations-l-automobile-francaise-au-bord-de-la-rupture-1028254.html>, 26 juin 2025

⁹ Interview de Benoît Hamon, président d'ESS France, *Libération* du 19 octobre 2025

¹⁰ *L'Humanité* des 15-17 novembre 2024

Ces éléments sont aussi à considérer sur le temps long, en lien avec le bilan mis en avant par le gouvernement sur les créations d'emplois industriels. Concernant l'emploi salarié dans l'industrie, on constate une très légère hausse d'environ 115 000 entre le troisième trimestre 2017 et le deuxième trimestre 2025¹¹. Mais **avec 3,2 millions d'emplois dans le secteur industriel, nous restons très loin des 5,5 millions des années 1970 et surtout de l'objectif d'une réindustrialisation massive !** Dans le même temps, la population de la France a augmenté de plus de 10 millions.

Une étude du cabinet Trendeo publiée le 10 octobre 2025 souligne que sur deux semestres consécutifs (2ème semestre 2024 et 1^{er} semestre 2025), le solde entre créations et fermetures de sites industriels est négatif avec un solde de 59 sites industriels perdus dont les fermetures n'ont pas été compensées par des créations.

La courbe des emplois industriels suit la même tendance avec 10 000 emplois perdus entre le dernier trimestre 2024 et le troisième de 2025 (source INSEE).

Notre recensement illustre notamment la **casse industrielle en cours dans la filière automobile (avec 47 plans dans la métallurgie et 9 dans la chimie et le verre concernant des fournisseurs) et dans la sidérurgie (Arcelor, Novasco, Erasteel, Aprema, ...)**. Plus globalement, la métallurgie est fortement impactée avec plus de 22 000 emplois directs supprimés ou menacés.

Les **industries chimiques** (près de 10 000 emplois directs supprimés) et celles du **papier** sont également tout particulièrement impactées par ce processus de casse.

Le **commerce** (plus de 18 000 emplois impactés) et le secteur des **banques et assurances** (près de 7 000 emplois supprimés ou menacés) sont également durement frappés par la vague de licenciements.

La CGT relève **la part importante du nombre de plans de suppression de postes dans le secteur public et le domaine du sanitaire et social** (plus de 10 000 emplois supprimés ou menacés). Cette situation découle en particulier des choix austéritaires du gouvernement avec une traduction directe sur les services de l'Etat et un effet en cascade sur les collectivités territoriales et le secteur associatif par l'effet des coupes budgétaires qui leur sont imposées.

Concernant les tendances, la situation s'aggrave entre 2024 et 2025 dans plusieurs filières industrielles :

- Dans la **métallurgie**, 10 995 emplois sont impactés en 2025, pour 10198 en 2024
- Dans l'**agroalimentaire**, 2734 emplois sont impactés en 2025, pour 1929 en 2024
- Dans les **industries du papier/carton**, 797 emplois sont impactés en 2025 pour 757 en 2024
- Dans les **industries du verre et de la céramique**, 677 emplois sont impactés en 2025, pour 195 en 2024
- Dans le **textile**, 669 emplois sont impactés en 2025, pour 361 en 2024

¹¹ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2496914#tableau-figure1>

S'agissant les évolutions de plusieurs dossiers figurant dans nos recensements précédents, on observe plusieurs situations où les menaces sur l'emploi se sont concrétisées sur l'hypothèse haute du volume d'emplois menacés : c'est le cas pour le plan de suppression d'emploi chez Casino qui porte finalement sur plus de 3300 emplois pour une fourchette basse initiale de 1300 emplois (septembre 2024) et pour le distributeur de prospectus Milee dont le placement en liquidation judiciaire en septembre 2024 marque la dernière étape d'un processus qui aura conduit au total à 10 000 suppressions d'emplois.

Plusieurs situations ont évolué positivement depuis notre premier recensement publié en mai 2024.

C'est le cas chez **Niche Fused Alumina** (avec cela dit plusieurs dizaines de suppressions d'emplois) et **Metex**, suites à des reprises.

C'est aussi le cas chez **Morassuti** et **Duralex** avec la création de SCOP, phénomène également observé avec deux reprises en SCOP dans la Meuse (métallurgie et textile) qui permettent d'éviter la liquidation des entreprises.

Chez **Hennessy** (producteur de cognac, groupe LVMH), la lutte résolue des salariés fin 2024 a permis de mettre en échec un premier projet de la direction de délocalisation partielle de la production vers la Chine. La direction vient cela dit d'en lancer un nouveau.

C'est le cas également concernant la **Centrale de Gardanne** puisque la ministre de l'Industrie a réitéré le 26 novembre 2024 les engagements gouvernementaux, étape importante pour la préservation de l'outil industriel ; la question de la préservation des emplois restait à consolider et vient de l'être en cet automne 2025 avec la signature des premiers contrats.

La pression syndicale (avec notamment la grève massive dans la Fonction publique le 5 décembre 2024) et politique a également contraint le gouvernement à reculer sur le projet de suppression de 4000 postes à l'**Education nationale** dans le cadre du projet de budget 2025. C'est aussi le cas s'agissant des 500 suppressions d'emplois prévues à **France Travail**. Pour autant, cette question revient donc dans le cadre du projet de budget 2026.

En mars 2025, les salariés d'**Ekol Logistics** sur le port de Sète ont par la grève gagné l'abandon d'un projet de suppression de 27 emplois.

La **Fonderie de Bretagne** a été sauvée grâce à la lutte déterminée des salariés avec leur syndicat CGT et l'appui de toute l'organisation. Sa situation reste cela dit très précaire.

A **Lubrizol** (Seine-Maritime) : après l'annonce d'un projet de PSE impactant 169 emplois en février 2025, la lutte menée par les salariés a permis de ramener ce nombre à 106 puis à l'annulation pure et simple du projet, les syndicats demeurant très vigilants.

Au **Centre hospitalier de Laval** (Maine-et-Loire), la mobilisation syndicale a permis de faire reculer la direction sur son plan de suppression de 50 postes.

Le vaste plan de suppression de près d'un millier d'emplois par **Thalès Alenia Space**, dénoncé par les organisations syndicales et en particulier la CGT, vient d'être abandonné par la direction en ce mois d'octobre 2025.

Suite à une procédure engagée par la Fédération CGT du Commerce, le tribunal administratif de Lille a annulé le 23 septembre 2025 le plan de suppression de près de 2400 emplois engagé chez **Auchan**. Si cette décision ne règle pas en elle-même le devenir des salariés, elle crée une jurisprudence d'intérêt majeur concernant les responsabilités des grands groupes, au premier chef le groupe Mulliez.

Chez Amis (équipementier auto implanté dans l'Allier et la Creuse), après un placement en redressement judiciaire en octobre 2024 puis l'annonce d'un PSE sur 191 emplois avec projet de fermeture du site situé dans la Creuse, la lutte menée avec le syndicat CGT a permis d'obtenir une reprise et de sauvegarder 146 emplois en octobre 2025.

Dans tous les cas, la mobilisation des travailleuses et travailleurs, avec leurs organisations syndicales, a été un facteur indispensable pour empêcher la destruction de sites industriels et d'emplois. C'est en ce sens que, dans de nombreuses entreprises, les militantes et militants de la CGT se battent au quotidien pour défendre les emplois et les outils industriels.

1.

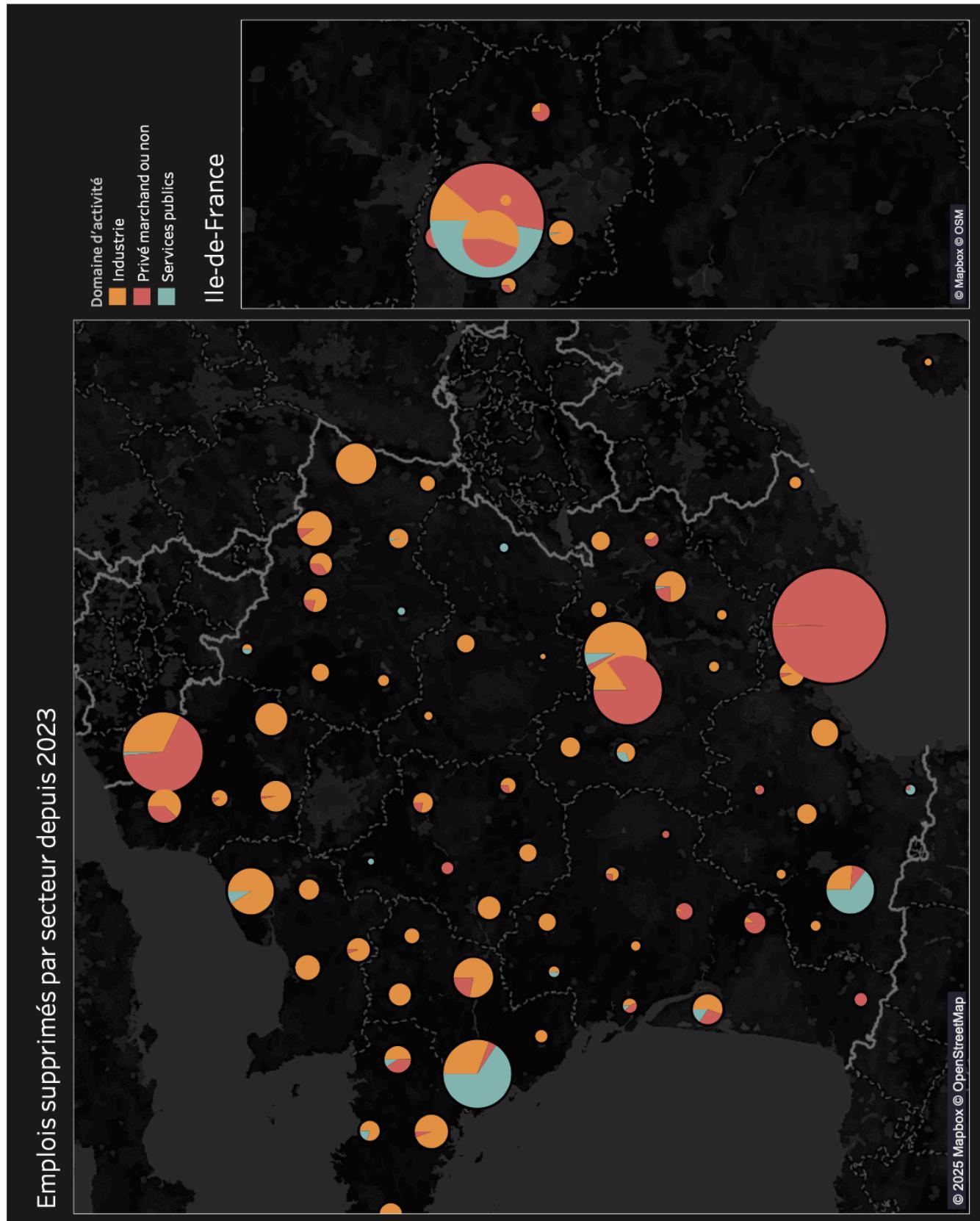
**LISTE NOIRE
DES PLANS DE
LICENCIEMENT**

SEPT 23>DEC 25



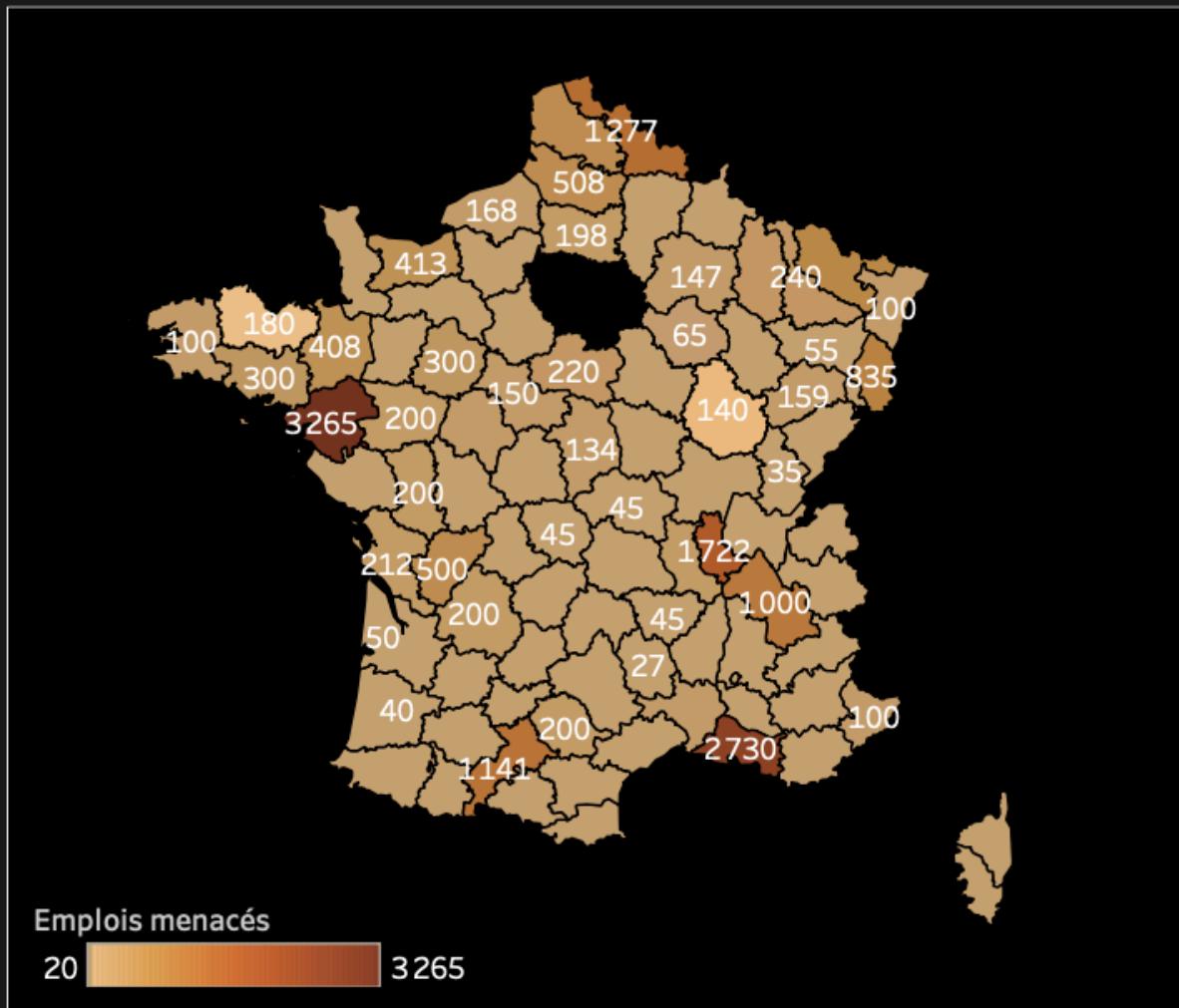
Carte n°1 : emplois supprimés par secteur (industrie, privé, public)

Toutes ces cartes sont accessibles sur contact.cgt.fr/emploi/ en versions interactives.

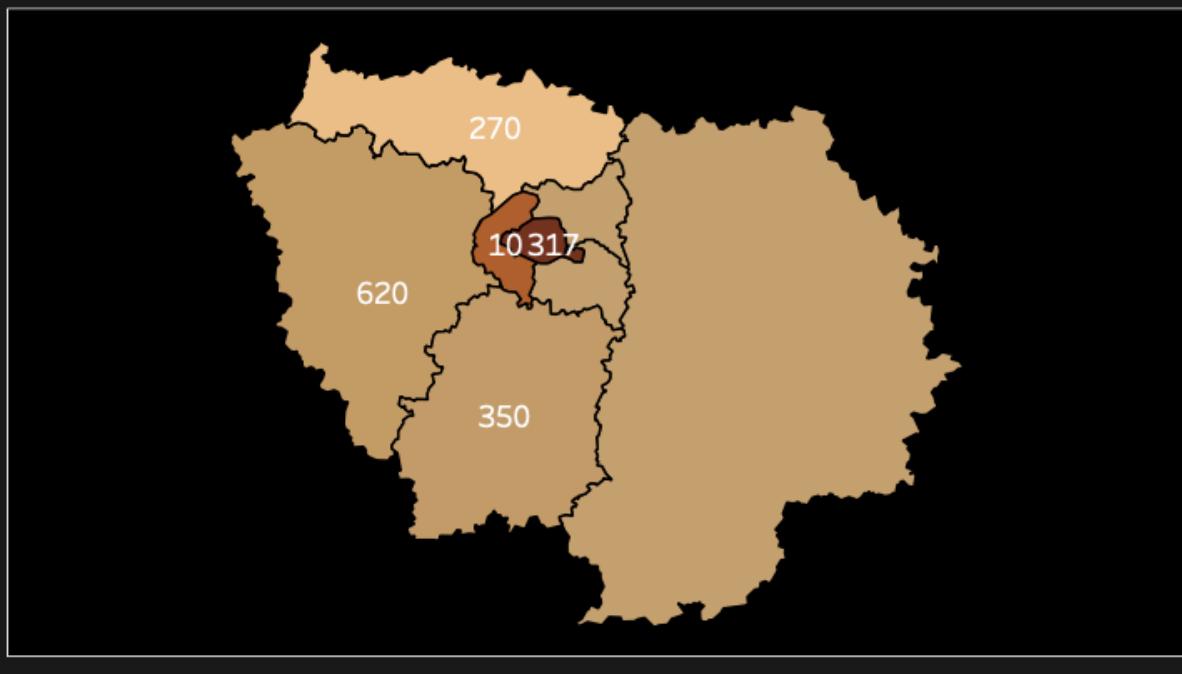


Carte n°2 : Emplois menacés par département

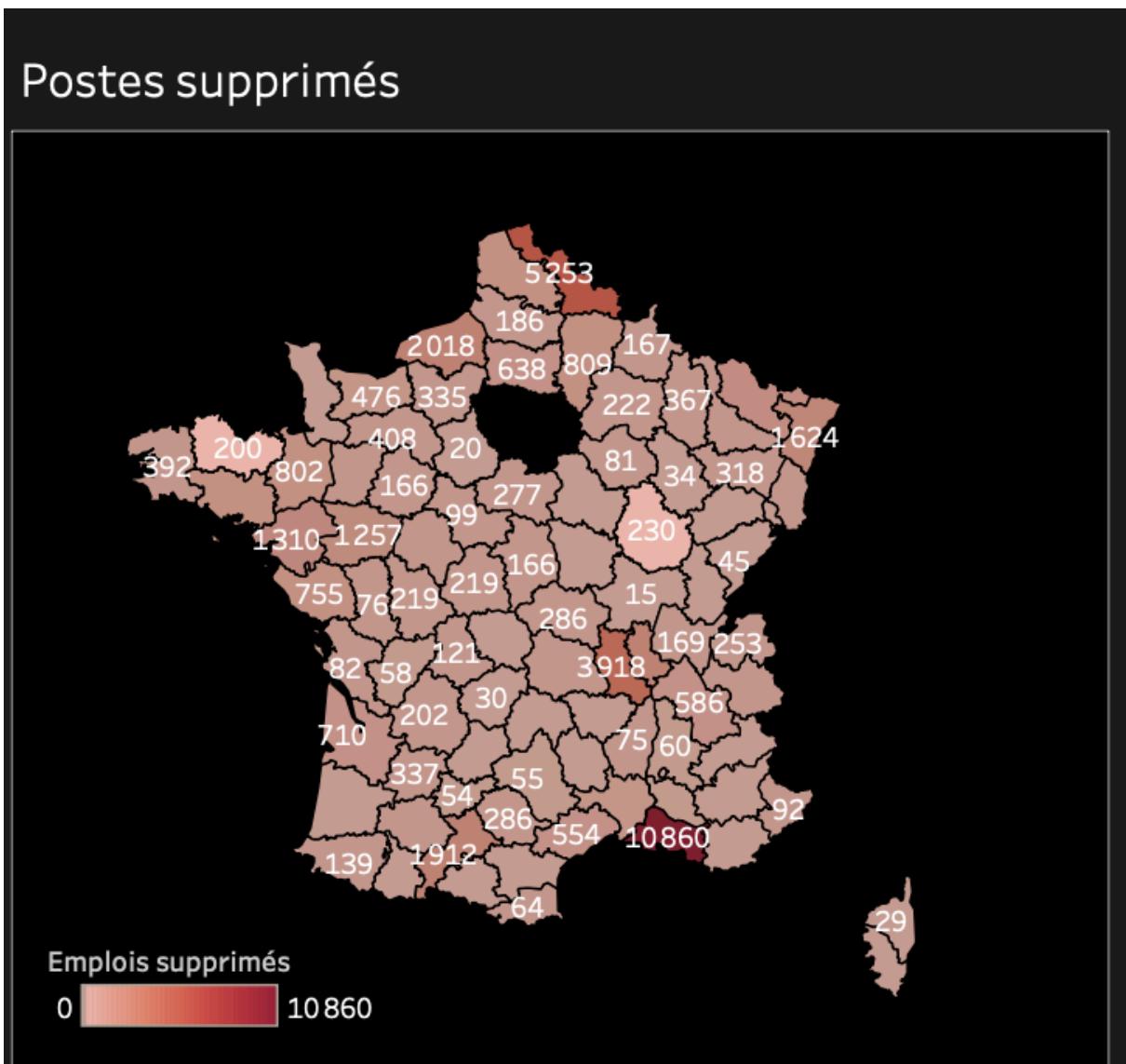
Postes menacés



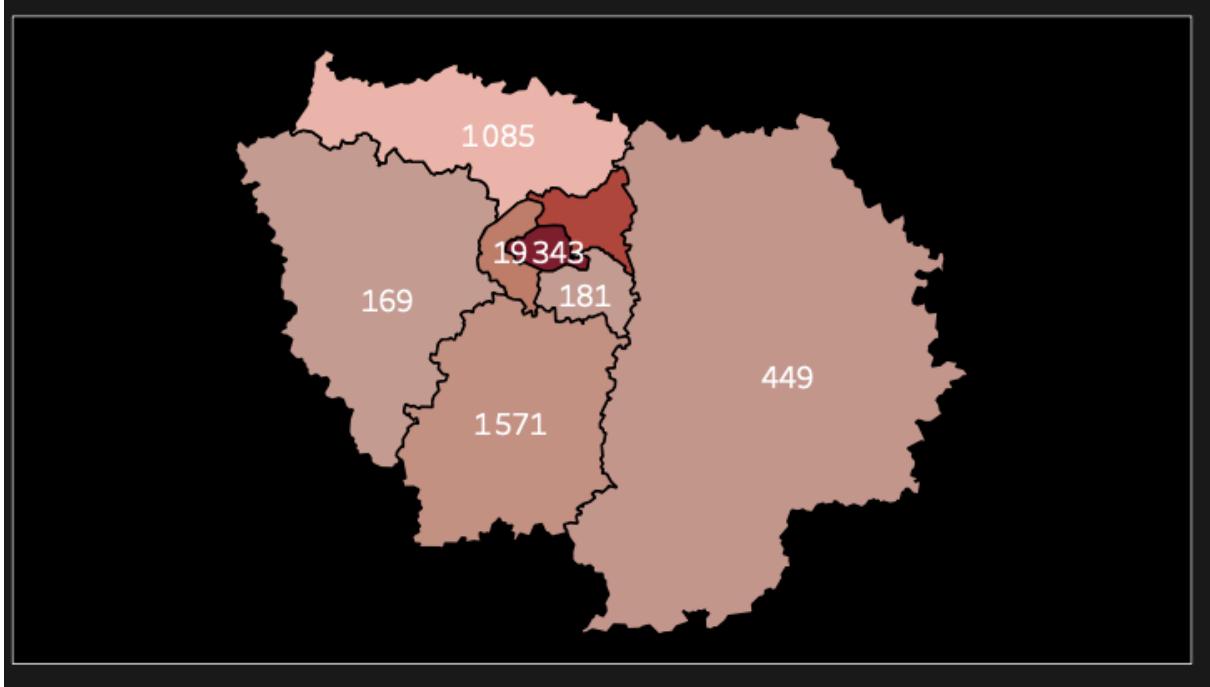
Postes menacés en Île-de-France



Carte n°3 : emplois supprimés par département

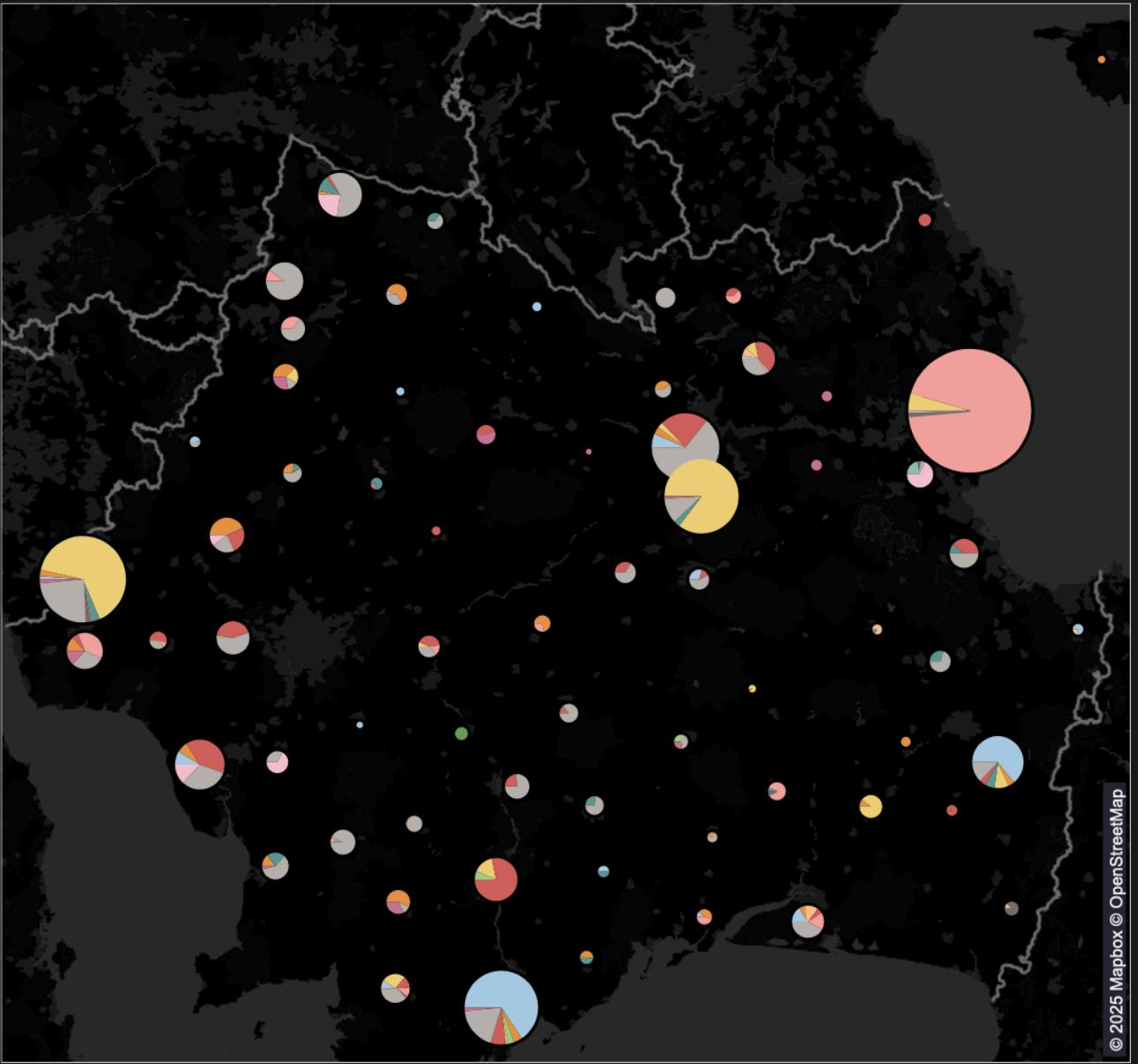


Postes supprimés en Île-de-France



Carte n°4 : emplois supprimés par secteur d'activité

Emplois supprimés depuis 2023 par type d'activité

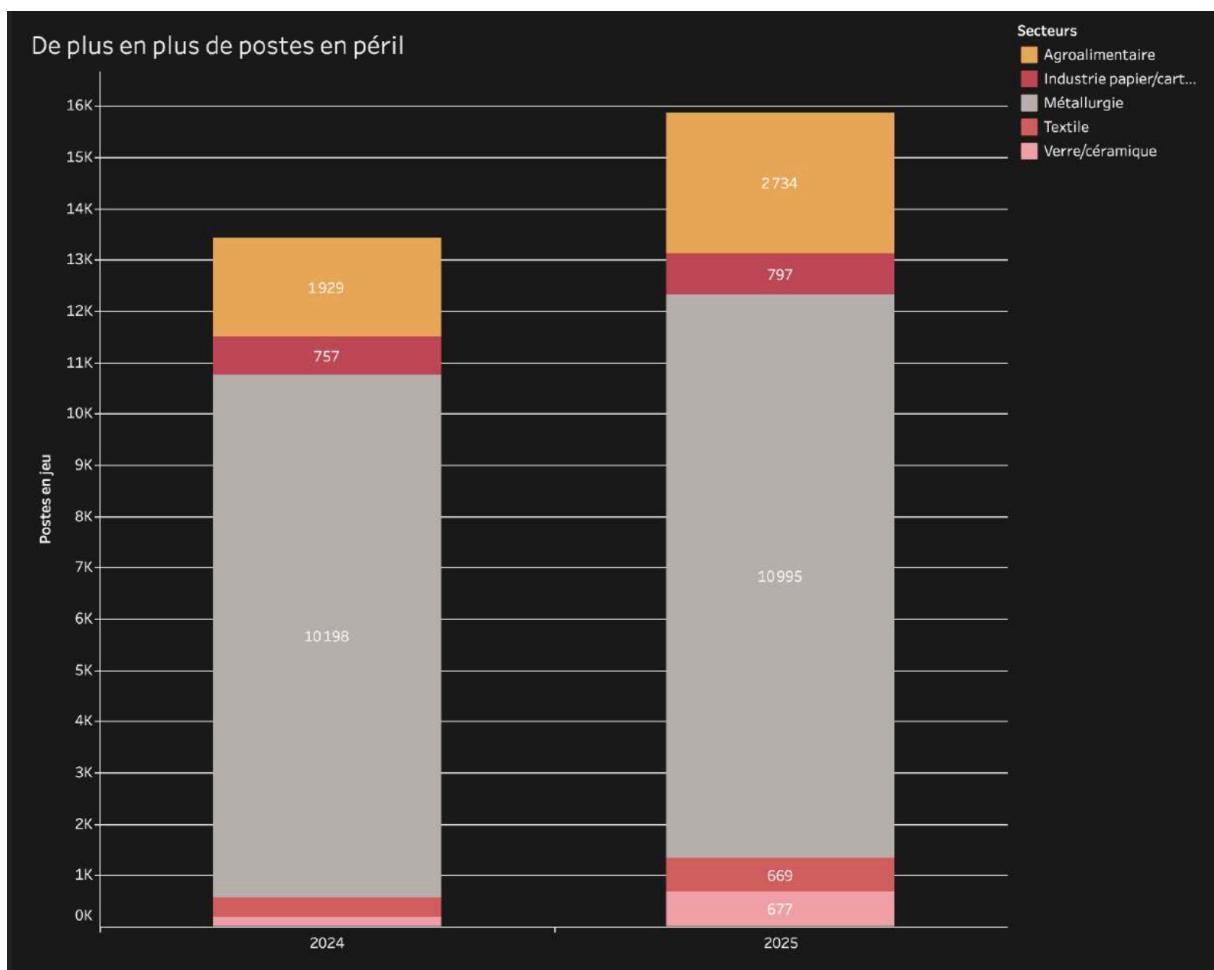
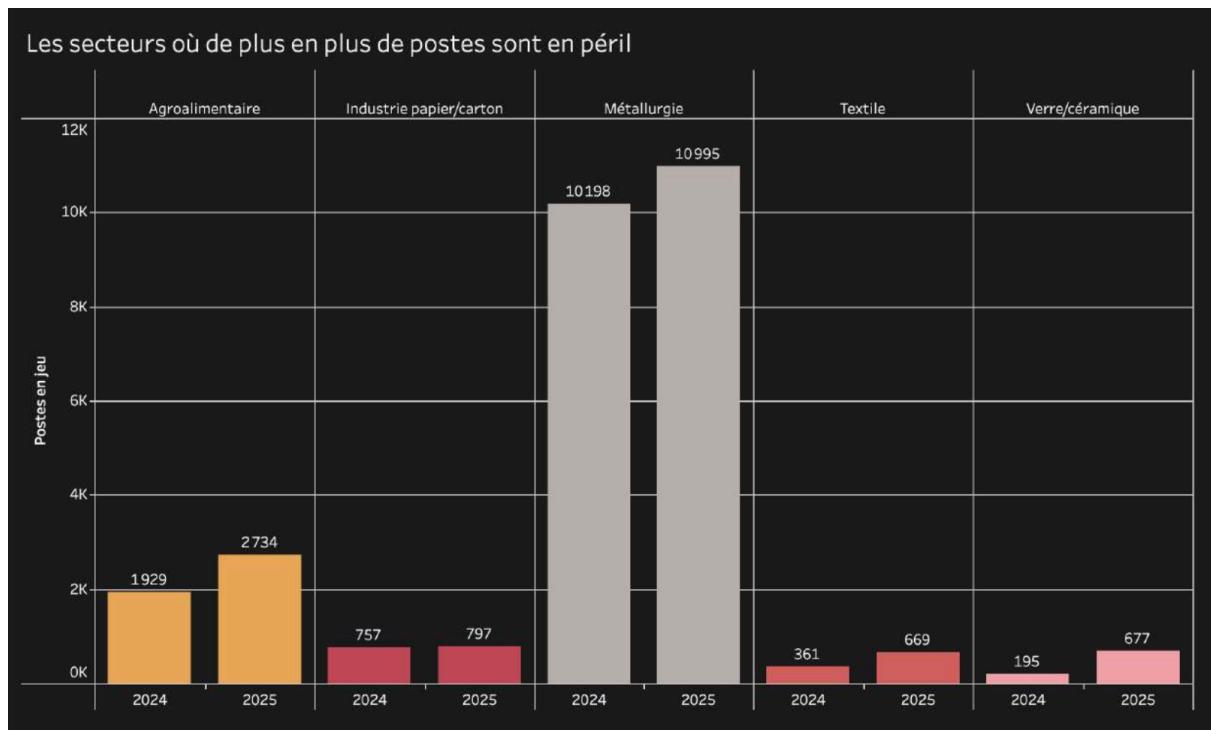


© 2025 Mapbox © OpenStreetMap

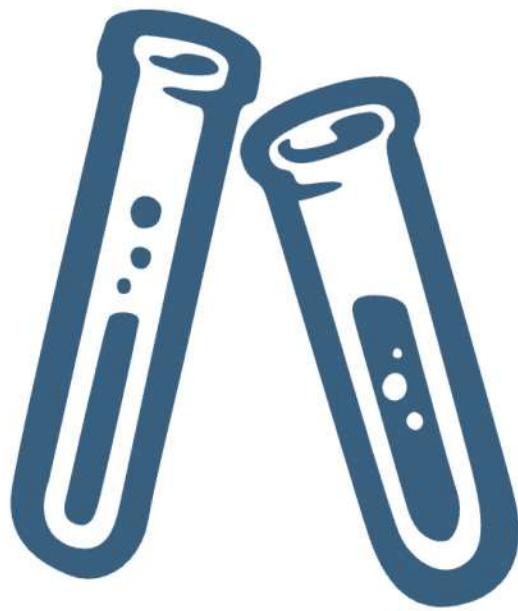


© Mapbox © OSM

Graphiques n°1 et 2 : Evolution de la menace de suppressions d'emplois par secteurs



INDUSTRIES



CHIMIQUES

Nom	Type de fermeture	Nombre d'emplois	Lieu	Dates
Mayoly Spindler	Plan de licenciement	69 personnes	Yvelines	Décembre 2023
Viatris Santé SAS	Plan de licenciement	117 personnes	Hauts-de-Seine	Décembre 2026
Organon France SAS	Plan de licenciement	54 personnes	Paris	Juillet 2026
Janssen	Plan de licenciement	38 personnes	Eure	Juin 2026
Intervet SAS	Plan de licenciement	32 personnes	Maine et Loire	Clôture du PSE en mai 2028
Merck Serono SAS	Plan de licenciement	25 personnes	Val-de-Marne	Mars 2027
Sangamo Therapeutics France SAS	Plan de licenciement	92 personnes	Hauts-de-Seine	Décembre 2024
MSD France	Plan de licenciement	118 personnes	Hauts-de-Seine	Juillet 2026
Johnson & Johnson Medical SAS	Plan de licenciement	101 personnes	Hauts-de-Seine	Juin 2025
Baxter SAS	Plan de licenciement	26 personnes	Yvelines	Octobre 2025
Pfizer SAS	Plan de licenciement	100 personnes	Paris	
Biogen Management Services GmbH	Plan de licenciement	60 personnes	Hauts-de-Seine	Mars 2027
Domain Therapeutics	Plan de licenciement	22 personnes	Bas-Rhin	Avril 2025
Vifor Pharma	Plan de licenciement	46 personnes	Hauts-de-Seine	Juin 2025
Sanofi	Plan de licenciement	330 personnes	Val-de-Marne et Hérault	Avril 2024
Guerbet SA	Plan de licenciement	37 personnes	Seine-Saint-Denis	Mars 2025
Novartis	Plan de licenciement	625 personnes	Essonne	Clôture en janvier 2026
Cellforcure SASU	Plan de licenciement	76 personnes	Essonne	Clôture en décembre 2028
Metabolic Explorer	Plan de licenciement	39 personnes	Puy-de-Dôme	Clôture en août 2025
Abbott	Plan de licenciement	16 personnes	Essonne	Clôture en juin 2028
Enterome	Plan de licenciement	56 personnes	Essonne	Clôture en février 2028

Yposekis	Plan de licenciement	74 personnes	Essone	Clôture en décembre 2026
Alfasigma	Plan de licenciement	45 personnes	Hauts de Seine	Clôture en juillet 2026
Evotec	Plan de licenciement	73 personnes	Rhône et Haute Garonne	Août 2024
Boiron	Plan de licenciement	145 personnes	Plusieurs sites	Annonces en novembre 2024
Minakem	Plan de licenciement	41 personnes	Nord	Juin 2025
Laboratoires Macors	Plan de licenciement	42 personnes	Yonne	Juillet 2025
Laboratoires Aspen	Plan de licenciement	200 personnes	Seine-Maritime	Juillet 2025
Synlab Gers	Fermeture du plateau technique	8 personnes	Gers	Novembre 2025
Laboratoires Boehringer Ingelheim	Plan de licenciement	149 personnes	Ain et Rhônes-Alpes	Décembre 2025

Autres activités

Nom	Type de fermeture	Nombre d'emplois	Lieu	Dates
Knauf Industries (emballages plastiques)	Fermeture du site	123 emplois	Loiret	09.23
Yara (fertilisants chimiques)	Plan de licenciement	170 emplois	Loire-Atlantique	11.23
Warin (plasturgie)	Plan de licenciement	9 emplois	Rhône	12.23
Air Liquide	Plan de licenciement	479 emplois et au moins 1000 emplois menacés dans les autres entités (PharmaDom, Orkyn)	VitalAir	5.12.23
Timac Agro (engrais chimiques)	Plan de licenciement	34 emplois	Charente-Maritime	01.24
Skytech (plasturgie)	Plan de licenciement	27 emplois	Eure	01.24

Synoxis (plasturgie)	Plan de licenciement	3 emplois	Loire-Atlantique	01.24
SARL Alsaplast Team (plasturgie)	Plan de licenciement	2 emplois	Haut-Rhin	01.24
SAS Proople (plasturgie)	Plan de licenciement	9 emplois	Maine-et-Loire	01.24
Adisseo Commentry (compléments alimentaires)	Plan de licenciement	47 emplois	Allier	Annonce le 22.01.24
Syensqo (production vanilline)	Plan de licenciement	54 + 122 emplois	Rhône et autres sites en France	Première annonce le 26.01.24 puis 11.24
SAS Gallez (plasturgie)	Plan de licenciement	51 emplois	Pas-de-Calais	02.24
Ciplast (plasturgie)	Plan de licenciement	28 emplois	Meurthe-et-Moselle	02.24
Sia Industrie (plasturgie)	Plan de licenciement	7 emplois	Sarthe	03.24
SAS IPV Injection (plasturgie)	Plan de licenciement	11 emplois	Bas-Rhin	03.24
Pier Augé (cosmétiques)	Liquidation judiciaire	30 licenciements	Indre (Châteauroux)	03.24
SARL Reprise Concept (plasturgie)	Plan de licenciement	3 licenciements	Corrèze	04.24
Société des plastiques (plasturgie)	Plan de licenciement	11 emplois	Seine-Maritime	04.24
Exxon Mobil (pétrochimie)	Réduction activités plateforme chimique Port-Jérôme-sur-Seine	677 emplois	Seine-Maritime	Annonce le 12.04.24
Niche Fused Alumina (laminés)	Redressement judiciaire	54 emplois / sauvegarde de 119 emplois grâce à la lutte syndicale	Savoie	04.24
Cotelle / Groupe Colgate (produits ménagers, Javel)	Fermeture du site et délocalisation en Belgique + plan de licenciement	104 emplois	Rhône	04.24
Givaudan-Lavirotte / Isaltis	Restructuration dans le Rhône puis liquidation judiciaire	9 + 51 emplois	Rhône	05.24 puis 02.25
Exbanor Extrusion (plasturgie)	Plan de licenciement	5 licenciements	Calvados	05.24

Biason (plasturgie)	Plan de licenciement	22 licenciements	Pyrénées-Atlantiques	07.24
Carpenter (plasturgie)	Menace de plan de licenciement	35 emplois	Eure	06.24
Pullflex (équipements auto en mousse)	Plan de licenciement et fermeture du site de Saint Martin le Beau	56 emplois	Indre-et-Loire	06.24
Forvia / Faurecia (équipementier auto, plasturgie)	Plan de licenciement	72 + 110 emplois	Ille-et-Vilaine et Oise	07.24 et 11.24
Vencorex	Placé en redressement judiciaire le 10/09/24. BorsodChem, filiale de Wanhua – concurrent direct de Vencorex – propose de reprendre 50 salariés (12.24) ; la passivité gouvernementale a conduit à ce stade à la confirmation de la casse sociale avec la validation du seul projet Wanhua et la destruction de 430 emplois	430 emplois	Isère	04.25
Solvay	Cessation d'activité	68 emplois	Gard	09.24
Novares (plasturgie)	Fermeture du site Oswald avec plan de licenciement	122 emplois	Bas-Rhin	Annonce du CSE le 25.09.24
SMAD	Plan de licenciement	40 emplois	Rhône	10.24
WeylChem Lamotte	Plan de licenciement	129 emplois	Oise	10.24
Bayer	Plan de restructuration pour la filiale française	400 emplois	Aisne / Rhône	10.24
Logiplast TeamTex (sièges auto)	Liquidation judiciaire et fermeture du site de Genlis	161 emplois	Isère	10.24
AFP Pool Design (plasturgie)	Plan de licenciement	7 emplois	Ardèche	10.24
Michelin	Annonce de la fermeture des sites de Cholet et Vannes	1254 emplois	Maine-et-Loire / Morbihan	11.24
Plastivaloire (équipements)	Plan de licenciement	31 emplois	Indre-et-Loire	11.24

plastiques pour automobiles)				
PPG (peinture)	Fermeture du site de Genlis	50 emplois directs + 50 menacés	Côte d'Or	11.24
Yves Rocher	Plan de licenciement	150 emplois, lutte syndicale qui a permis de reculer sur un projet initial de 300 suppressions	Morbihan	12.24
Arkema	Plan de licenciement (en lien avec la fermeture de Vencorex)	154 emplois	Isère	01.25
Knauf Industries (isolants)	Fermeture du site de St-André-le-Gaz et plan de licenciement	33 emplois	Isère	01.25
Akzo Nobel	Plan national de suppressions d'emplois dont un plan de licenciement du site de Montataire	211 emplois	Oise	02.25
Domo Chemicals (polyamides)	Plan de licenciement	155 emplois	Rhône, site de Belle-Etoile de Saint-Fons	03.25
Denis et Fils (bougies)	Liquidation judiciaire avec un premier plan de 27 emplois, puis redressement judiciaire et vente de l'entreprise avec licenciements confirmés	27 + 62 emplois	Loire-Atlantique	04.25
Carbios (recyclage plastique)	Plan de licenciement	45 postes	Haute-Garonne / Puy-de-Dôme	04.25
Plastivaloire / Ouest Injection (équipements plastiques automobile)	Fermeture usine de Mamers	94 emplois	Sarthe	05.25
Cerexagri (produits phytosanitaires)	Fermeture du site de Bassens	38 emplois	Gironde	05.25
Fibracoustic (équipementier auto plastique et caoutchouc)	Plan de licenciement sur site de Carquefou après	54 emplois	Loire-Atlantique	05.25

	plan de réduction de la production			
CEP (injection plastique)	Plan de licenciement	33 emplois + 7 emplois menacés	Puy-de-Dôme	07.25
Gestube	Plan de licenciement	58 emplois	Gers	09.25
Arlanxeo	Fermeture prévue de l'usine de Port-Jérôme d'ici 2027	168 emplois menacés	Seine-Maritime	10.25
RESRG Automotive	Annonce de fermeture de l'usine de Poix-de-Picardie	100 emplois menacés	Somme	10.25

MÉTAL LURGIE



Nom	Type de fermeture	Nombre d'emplois	Lieu	Dates
Akwel (équipementier auto)	Plan de licenciement	78 emplois	Seine-Maritime	09.23
Tokheim Grentheville	Fermeture de l'usine	48 emplois	Calvados	09.23
Bosch	Annonce de la fermeture du site de Marignier	153 emplois	Haute-Savoie	05.24
Bosch (Mondeville)	Annonce supplémentaire de fermeture en 2026 du site Bosch de Mondeville	413 emplois	Calvados	08.24
Marelli (corps pour moteurs thermiques)	Plan de licenciement et délocalisation en Slovaquie	292 emplois	Orne	10.23
Autoliv (équipementier auto)	Plan de licenciement	320 postes	Finistère / Seine-Maritime / Vienne	10.23
ZF-PWK Mécacentre	Liquidation et fermeture de l'usine avec plan de licenciement	178 emplois	Loire	11.23
Valéo (équipementier auto)	Premier plan de suppression d'emplois dans le Val-de-Marne, les Yvelines et le Val-d'Oise	412 emplois	Île-de-France	01.24
Valéo	Nouveau plan de restructuration en Isère, Sarthe, Yvelines et Haute-Vienne	869 emplois	Plusieurs sites	11.24
Catensys Calais (équipementier auto)	Plan de licenciement	73 emplois	Pas-de-Calais	Annonce direction le 17.01.24
Mahle-Behr (équipementier auto)	Plan de licenciement annoncé en février 24 et mis en œuvre par voie de RCC	135 emplois	Moselle	02.24
Continental Automotive France	Plan de licenciement	240 emplois	Haute-Garonne	Annonce direction 02.24
Stellantis Mulhouse	Suppression de l'équipe de nuit	600 emplois	Haut-Rhin	24.01.24

Stellantis Metz	Plan de licenciement	230 emplois menacés	Moselle	03.24
Forvia (équipementier auto)	Plan de licenciement avec nombreux autres emplois menacés suite annonce suppression 10 000 emplois Europe	110 emplois	Oise	01.25
Faral Automotive (reconditionnement auto)	Cessation d'activité	40 emplois	Mayenne	04.24
Impériales Wheels (équipementier auto)	Liquidation judiciaire	176 emplois	Indre	06.24
MA France Aulnay-sous-Bois	Plan de licenciement puis liquidation judiciaire	400 emplois dont 120 intérimaires	Seine-Saint-Denis	05.24
Usinage de Compiègne SAS (sous-traitant auto)	Cessation d'activité	47 emplois	Oise	07.24
Groupe Inteva	Plan de licenciement	119 emplois	Calvados	07.24
Dana Thermal Products	Rupture conventionnelle collective	30 emplois	Oise	07.24
Renault Alpine	Plan de licenciement	350 emplois menacés	Essonne	08.24
Dumarey Powerglide	Usine menacée de fermeture	248 emplois puis 250 intérimaires	Bas-Rhin	10.24
Efi Automotive	Restructuration et plan de licenciement	70 emplois	Ain	09.24
Gaussin (véhicules logistiques)	Redressement judiciaire	85 emplois menacés	Haute-Saône	09.24
Renault Trucks	Plan de licenciement	80 emplois menacés	Rhône	10.24
GMD	le groupe GMD, en grande difficulté, fait l'objet d'une négociation en vue d'un rachat par le milliardaire d'extrême droite Pierre-Edouard Stérin, qui envisage de délocaliser une partie des activités industrielles	/	France	10.24
Anderton Castings	Liquidation et fermeture du site	84 emplois	Loire	10.24
Poppe et Potthoff	Délocalisation en République	100 emplois	Haute-Savoie	10.24

	tchèque et plan de licenciement			
Garrett Motion	Plan de licenciement	55 emplois	Vosges	10.24
Meunier SA (sous-traitant automobile)	Redressement judiciaire	148 emplois menacés	Finistère / Ille-et-Vilaine	11.24
Lisi Automotive Novel (équipementier)	Plan de licenciement	9 emplois	Orne	11.24
Walor	Plan de licenciement	102 emplois	Ardennes	11.24
Hyvia (filiale hydrogène de Renault)	Risque de dépôt de bilan	100 emplois menacés	Yvelines	12.24
Amis (équipementier)	Placement en redressement judiciaire en octobre avec plan de licenciement et projet fermeture de site dans la Creuse	191 emplois avec sauvegarde de 146 emplois grâce aux syndicats	Allier / Creuse	12.24
SMP	Plan de licenciement	16 emplois	Orne	12.24
NTN Transmissions (pièces auto)	Plan de licenciement, avec délocalisation d'activité en Roumanie	159 emplois	Sarthe / Aisne	01.25
ACC (batteries électriques)	Projet de PDV sur les sites de Bruges en Gironde et de Paris ; co-entreprise détenue par Mercedes, Stellantis et Total	100 emplois menacés	Gironde / Paris	01.25
Safra (aménagement hydrogène de véhicules de transport en commun)	Redressement judiciaire avec 200 emplois menacés puis reprise en octobre 2025 (20 emplois sauvagardés)	200 emplois puis 20 emplois sauvagardés	Tarn	01.25
MMT-B (équipementier)	Plan de licenciement	197 emplois	Gironde	03.25
Renault Sandouville	Non-renouvellement d'intérimaires	300 intérimaires	Seine-Maritime	03.25
TI Automotive	Fermeture du site de Nazelles-Négro et plan de licenciement	130 emplois	Indre-et-Loire	03.25
JTEKT / Toyota	Plan de licenciement	197 emplois dont 112 à Irigny et 85 à Chevigny	Rhône / Côte-d'Or	04.25

Baomarc (sous-traitant de Renault)	Importantes difficultés de trésorerie	250 emplois	Moselle	06.25
Allgaier France	Usine de Faulquemont menacée de fermeture	200 emplois menacés	Moselle	07.25
Stellantis Douvrin	Programmation de la fermeture du site en 2026 avec arrêt de la production thermique	400 emplois menacés	Pas-de-Calais	07.25
Mahle-Behr Hambach (équipementier)	Plan de licenciement mis en œuvre par RCC en 2024, puis plan de fermeture de l'usine avec nouveau plan de licenciement	186 emplois	Moselle	10.25
Watéa (électrification de véhicules)	Plan d'arrêt de l'activité sur les sites de Paris et Clermont-Ferrand	45 emplois	Paris / Puy-de-Dôme	11.25
Symbio (fabrication de piles à hydrogène pour les transports)	Plan de licenciement	358 emplois	Rhône	12.25

Autres activités

Nom	Type de fermeture	Nombre d'emplois	Lieu	Dates
General Electric (éolien)	Plan de licenciement	62 emplois	Doubs	09.23
General Electric (éolien)	Plan de licenciement	360 emplois	Loire-Atlantique	09.24
Clestra Metal	Plan de licenciement puis liquidation en octobre 2023	125 emplois	Bas-Rhin	10.23

Steelcase (mobilier de bureau)	Plan de licenciement	38 emplois	Moselle / Bas-Rhin	10.23
Meccano	Fermeture du site de Calais et machines envoyées en Hongrie	28 emplois	Pas-de-Calais	10.23
Sidel (emballage pour boissons)	Plan de licenciement puis fermeture usine	109 emplois	Calvados	11.23
Prysmian (câbles)	Fermeture du site et plan de licenciement	80 emplois	Pas-de-Calais	11.23
Amphenol Antennas (antennes pour téléphonie mobile)	Plan de licenciement sur 2 sites	75 emplois	Côtes-d'Armor / Indre-et-Loire	Annonce direction le 12.23
Alstom	Plan de suppression d'emplois au siège en Seine-St-Denis	293 emplois	Seine-Saint-Denis	02.24
Draka-Comteq (fabrication câbles électriques)	Plan de licenciement et fermeture du site	82 emplois	Pas-de-Calais	11.23 puis 02.24
Valdunes	Lutte qui a permis de sauver l'outil industriel mais plan de licenciement	121 emplois	Nord	03.24
Vantiva (construction box et décodeurs Internet)	Plan de licenciement	91 emplois	Ille-et-Vilaine	03.24

Nokia	Plan de licenciement	357 emplois	Essonne	Annonce direction le 03.24
IBM France	Plan de licenciement	206 emplois	France	Annonce direction le 03.24
Systovi (panneaux solaires)	Cessation d'activité	87 emplois	Loire-Atlantique	04.24
Valti	Site menacé de fermeture	140 emplois menacés	Côte-d'Or	05.24
Erasteel	Rupture conventionnelle collective	15 emplois	Allier	06.24
Manufacture des Lumières (luminaires)	Plan de licenciement puis liquidation	102 emplois	Puy-de-Dôme	06.24
Caddie (fabrication de chariots de supermarché)	Cessation d'activité	110 emplois	Bas-Rhin	07.24
La Meusienne d'Ancerville	Projet de reprise en SCOP porté par les salariés validé en juillet, ce qui a permis de sauver l'entreprise et 36 emplois	54 emplois	Meuse	07.24
Solytic (équipements de tri de courrier)	Plan de licenciement et fermeture du siège	95 emplois	Hauts-de-Saine / Drôme	07.24
Camping Gaz ADG	Plan de licenciement	8 emplois	Rhône	08.24

Steris (matériel médical)	Plan de licenciement	96 emplois	Gironde	09.24
Trefilunion	Plan de licenciement	37 emplois menacés	Meuse	09.24
Saunier Duval (fabricant de pompes à chaleur)	Plan de licenciement	225 emplois	Loire-Atlantique	09.24
SKP Bearings (billes et rouleaux en acier)	Plan de licenciement et départ des machines en Inde	11 emplois + 41 menacés	Loire	09.24
Arcelor Mittal Fos-sur-Mer	Plan de licenciement portant sur 10% des effectifs de l'usine	10% de 2500 personnes et 1500 sous-traitants	Bouches-du-Rhône	09.24
AGCO (matériel agricole)	Annonce suppression de postes	103 emplois	Oise	10.24
Europhane (luminaires)	Plan de licenciement	85 emplois	Eure	10.24
Reims Aerospace (sous-traitant aéronautique)	Redressement judiciaire	75 emplois menacés	Marne	10.24
Watts (robinetterie)	Projet de fermeture du site	98 emplois	Somme	10.24
SNRI Ruffec (robinetterie)	Redressement judiciaire puis reprise	42 emplois	Charente	10.24

Mavic (roues de vélo)	Plan de licenciement avec fermeture de site	33 emplois	Ain	11.24
ArcelorMittal Centre de Services	Plan de fermeture de 2 sites avec suppression d'emplois	130 emplois	Marne / Nord	11.24
Gima (mécanique agricole)	Plan de licenciement	30 emplois	Oise	11.24
MicronMax (fonderie)	Liquidation et suppression d'emplois	57 emplois	Moselle	11.24
Protec	Licenciements économiques	6 emplois	Indre	11.24
Express Mécaniques	Licenciements économiques	7 emplois	Indre	11.24
Naval Group (construction navale)	Menace de plan de licenciement	123 emplois	Île-de-France	11.24
Legrand	Fermeture de 3 sites avec suppression d'emplois	175 emplois	France	11.24
Airbus	Plan de réduction d'effectifs dans la division Défense et Espace	540 emplois	France	12.24
Frémont (chaudronnerie)	Liquidation judiciaire	15 emplois	Gard	12.24
Fimurex (armature métallique)	Suppression d'emplois	5 emplois	Tarn-et-Garonne	01.25

Solution30 (fibre, sous-traitant d'Orange)	Fermeture de site et transfert d'activité	21 emplois	Ariège	01.25
Elogen (électrolyseurs pour hydrogène)	Plan de réorganisation	110 emplois	France	02.25
Stryker (équipement médical)	Plan de licenciement	60 emplois	Isère	02.25
Api Tech (fabricant de distributeurs de pizzas)	Plan de licenciement	103 emplois	Meurthe et Moselle, Vaucluse et Haute Marne	03.25
Actia Railway	Projet de suppression d'emplois	46 emplois	Aveyron	03.25
Epta France (réfrigération commerciale)	Plan de licenciement	15 emplois	Pyrénées-Atlantiques	03.25
ST Microelectronics	Plan de licenciement	2800 monde dont 1000 emplois France	France	04.25
Outinord (coffrage métallique)	Plan de licenciement avec suppression de postes, groupe Skema condamné car PSE non homologué par la DGTE puis finalement validé en novembre 2025.	120 emplois	Nord	Annonce le 04.25

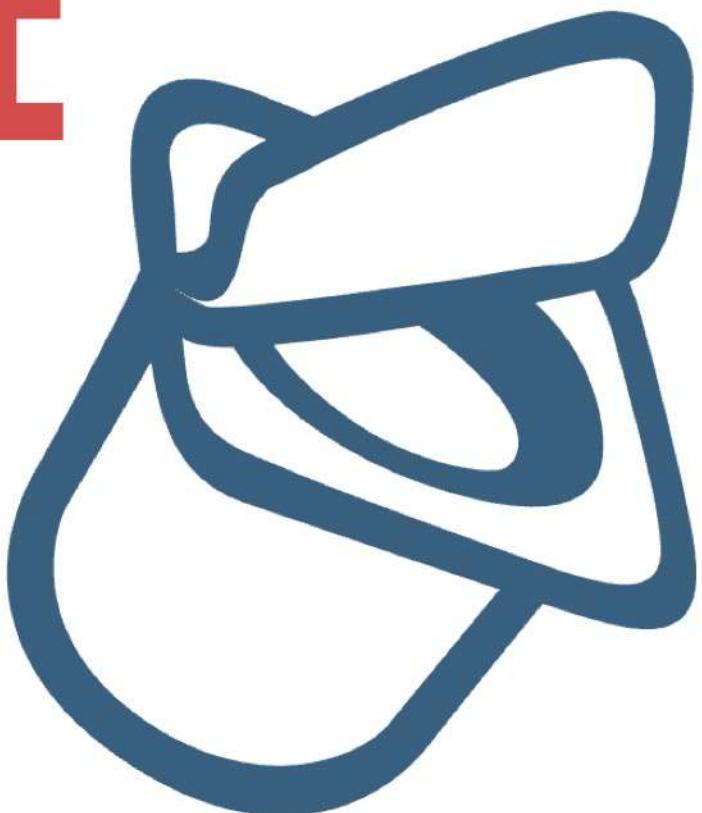
ArcelorMittal (sidérurgie)	Annonce d'un plan de licenciement touchant plusieurs sites industriels, incluant des intérimaires	636 emplois (dont 87 intérimaires)	Nord, Moselle, Loire-Atlantique, Oise	04.25
Albany (tapis roulants)	Plan de licenciement	33 emplois	Haute-Vienne	04.25
Sata affichage	Plan de licenciement	9 emplois	Nord	05.25
BDR Thermea (chauffagiste)	Plan de licenciement avec suppressions massives de postes, principalement sur le site de Mertzwiller	370 emplois	Bas-Rhin	05.25
Asteelflash (électronique)	Filiale du groupe taiwanais USI, fermeture du site de production de Cleurie	96 emplois	Vosges	06.25
Kuhn-Blanchard (pulvérisateurs pour engins agricoles)	Fermeture du site industriel de Chaumes-en-Retz avec arrêt total de l'activité	50 emplois	Loire-Atlantique	06.25
Exide (batteries industrielles)	Fermeture programmée du site de Lille	211 emplois	Nord	06.25
Carmat (fabrication de cœurs artificiels)	Cessation de paiement	138 emplois	Yvelines	06.25
Chapel hydraulique (fabrication de verins hydrauliques)	Fermeture du site industriel d'Avesnelles avec suppression de postes	24 emplois	Nord	06.25

Chemet GLI	Plan de licenciement avec suppressions de postes, principalement sur le site de Civray	40 emplois	Vienne	07.25
Novasco	Menace sur la pérennité de l'entreprise, plan de licenciement mis en œuvre avec fermetures de sites	760 emplois menacés ; puis 552 emplois supprimés	Moselle, Meurthe-et -Moselle, Nord, Loire	Annonce 07.25 / mise en œuvre 11.25
SKF (roulement à billes)	Rupture conventionnelle collective (RCC)	80 emplois	Indre-et-Loire	07.25
API Tech (fabricant de distributeurs de pizzas)	Liquidation judiciaire	600 emplois	—	07.25
Sonoco (emballages métalliques)	Suppressions de postes	117 emplois	Aisne	09.25
Société française de galvanoplastie	Fermeture du site industriel de Bernaville avec suppressions d'emplois	68 emplois	Somme	09.25
General Electric Vernova (turbines à gaz)	Plan de suppression d'emplois avec impact en France	600 emplois (dont 120 en France)	France	09.25
Dell (informatique)	Suppressions de postes sur les sites français	280 emplois	Hérault, Hauts-de-Sainte	10.25
Hager (installations électriques pour le bâtiment)	Groupe de 13 000 salariés, 23 sites de productions dans 10 pays faisant 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2024,	154 emplois	Bas-Rhin	10.25

	suppressions de poste en France			
SEB	Plan d'économies impactant l'emploi dans les sites industriels	Non chiffrés	France	10.25
Aciéries de Bonpertuis / Forlam	Liquidation judiciaire	68 emplois	Isère	10.25
Groupe ACI	Redressement judiciaire	1500 emplois menacés	—	10.25
Torbel (quincaillerie)	Fermeture de sites industriels	91 emplois	Orne, Ille-et-Vilaine	10.25
Brandt (électroménager)	Redressement judiciaire avec projet de reprise en SCOP et menaces sur l'emploi	Au moins 350 emplois menacés	Loir-et-Cher, Loiret	10.25
Nokia	Suppressions de postes sur sites français	427 emplois	Côtes-d'Armor, Essonne	11.25
Erasteel	Suppressions de postes sur le site industriel de Commentry	190 emplois	Allier	11.25
Aprema (aciers inoxydables)	Projet de délocalisation des services supports vers l'Inde et la Pologne	Emplois non chiffrés	—	11.25
Tréfimétaux (fonderie)	Fermeture du site industriel avec suppressions de postes	35 emplois	Ardennes	11.25
NDC Foundry (fonderie)	Prolongation de redressement judiciaire avec risque élevé de suppressions	81 emplois menacés	Charente-Maritime	12.25

GE HealthCare (imagerie médicale)	Délocalisation de la R&D vers l'Inde avec suppressions de postes en France	59 emplois	Yvelines, Bas-Rhin	11.25
Ericsson (équipementier télécoms)	Plan de réduction des effectifs de la filiale française	134 emplois	Essonne	12.25

**AGRO
ALIMENTAIRE**



Nom	Type de fermeture	Nombre d'emplois	Lieu	Dates
Caves de Wissembourg	Plan de licenciement	39 emplois	Bas-Rhin	09.23
Tereos	Plan de licenciement + fermeture de site	62 emplois	Marne	10.23
Socopa Viandes (abattoir)	Fermeture de site	210 emplois	Mayenne	10.23
Buitoni	Plan de licenciement + fermeture d'usine	118 emplois	Nord (Caudry)	12.23
Macotab (tabac)	Fermeture de la dernière usine de cigarettes en France	29 emplois	Corse	12.23
Nestlé Waters	Suppressions de postes (départs volontaires + pré-retraites)	171 emplois	Vosges (Vittel)	11.23
LU (groupe Mondelez) (biscuiterie)	Fermeture d'usine programmée + licenciements	100 emplois dont 20 intérimaires et 20 salariés de sous-traitants	Aisne (Château-Thierry)	02.24
Labeyrie	Fermeture d'usine avec plan de licenciement et RCC	38 + 77 emplois	Pas-de-Calais / Groupe	02.24
Abattoirs Delpeyrat	Fermeture de 2 usines	125 emplois	Vendée / Gers	04.24
ADM (nutrition animale)	Plan de licenciement	86 emplois	Morbihan	06.24
AIM (découpe de viande)	Liquidation judiciaire	60 emplois	Ille-et-Vilaine	07.24
Abattoir Quintin Viandes (abattoir)	Emplois menacés (projet)	100 emplois	Côtes-d'Armor	07.24
Saupiquet	Fermeture d'usine liée à une délocalisation	152 emplois	Finistère (Quimper)	09.24
Bonduelle	Plan de licenciement + fermeture de site + suppressions au siège	159 + 42 emplois	Meuse / Rhône	09.24

Ynsect (nutrition animale et humaine)	Plan de sauvegarde judiciaire	110 emplois	Somme	09.24
Lidea (semencier)	Fermeture de site	54 emplois	Tarn-et-Garonne (Caussade)	10.24
Maison de Cognac Boinaud	Plan de licenciement	16 emplois	Charente	10.24
Nestlé	Suppressions de postes commerciaux	148 emplois	France	10.24
Abattoir LDC de Blancafert (abattoir)	Plan de licenciement + fermeture de site	119 emplois	Cher	10.24
Euralis / Rougié (foie gras)	Fermeture de site + Plan de licenciement	73 emplois	Dordogne (Sarlat)	11.24
Royal Canin (nutrition animale)	Plan de licenciement menaçant des emplois	100 emplois	Gard	11.24
Cereal Partners France (filiale Nestlé)	Projet de fermeture de site	250 emplois	Aisne	12.24
Cafés Legal	Liquidation judiciaire + fermeture de site	120 emplois	Seine-Maritime	12.24
Sucrerie Ouvré	Fermeture de site	109 emplois dont 30 saisonniers	Seine-et-Marne	01.25
Entremont (fromagerie)	Fermeture annoncée + transfert de production	129 emplois supprimés (20 préservés)	Morbihan (Missiriac)	01.25
Richemont (fromagerie)	Fermeture de 2 ateliers	69 emplois	Calvados / Ain	01.25
Moët Hennessy (champagne)	Réduction d'effectifs par non-remplement de départs en retraites	1000 à 1200 emplois	France	04.25
Cognacs Camus	Plan de licenciement	35 emplois	Charente (Cognac)	Annonce direction 05.25
Bouchonnerie de Somain	Licenciements	8 emplois	Nord	05.25
Vignerons de Buzet	Plan de suppression d'emplois	35 emplois	Lot-et-Garonne	06.25

Yvon Mau (négoces de vin)	Licenciements	54 emplois	Gironde	07.25
Pernod Ricard	Plan de suppression de postes	140 emplois	France	07.25
Traiteur de Paris	Suppressions de postes	20 emplois	Morbihan	07.25
Florentaise (horticulture)	Nouveau plan de licenciement	86 emplois + 55	Loire-Atlantique	10.25
Colibri (biscuiterie)	Emplois menacés	61 emplois	Charente-Maritime (Pons)	10.25
Teisseire (fabricant de sirop)	Fermeture d'usine historique de la firme (projet)	205 emplois	Isère	10.25
Nestlé (groupe mondial)	Suppressions d'emplois mondiales	16000 emplois	Monde	10.25
La Trinitaine (biscuiterie)	Redressement judiciaire	300 emplois	Morbihan	10.25
Orangina	Fermeture de site annoncée (fin 2026)	100 emplois	Seine-Saint-Denis (La Courneuve)	Annonce de la direction 10.25
Blédina	Fermeture de site annoncée (2027)	117 emplois supprimés	Rhône (Villefranche-sur-Saône)	11.25
Maison Boinaud (cognac)	Plan de licenciement	11 emplois	Charente (Angéac-Champagne)	12.25

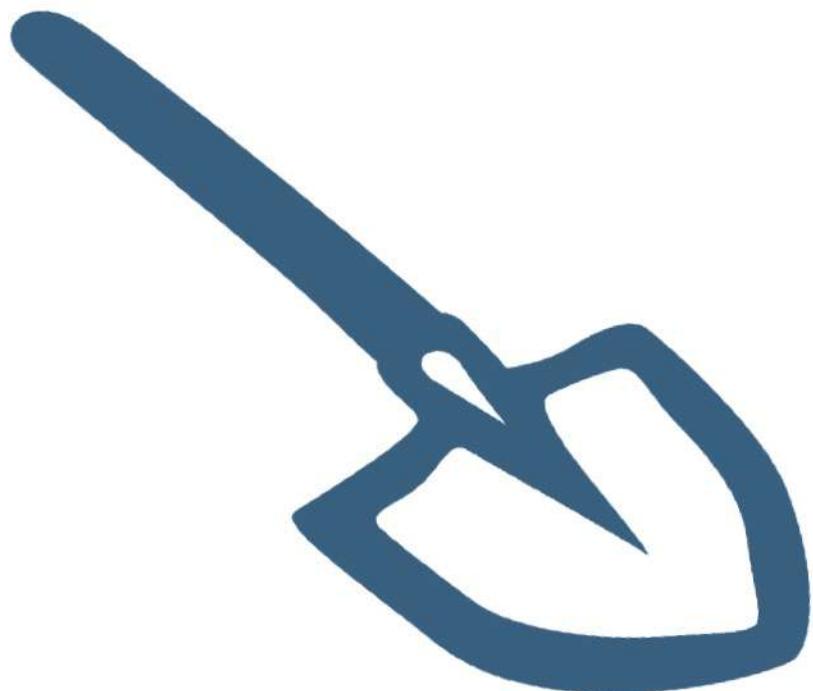


ÉNERGIE

Nom de l'entreprise	Type de fermeture	Emplois concernés	Lieu	Date
Engie	Plan de départ volontaire	350	Hauts-de-Seine	06-12.2023
Orano Dem (nucléaire)	Fermeture de site annoncée (Marcoule fin 2025)	100	Gard	02.24
Centrale de Gardanne	Menace de fermeture / incertitude sur l'avenir du site	130	Bouches-du-Rhône	07.24
Centrale de Cordemais	Projet de fermeture du site (horizon 2027)	460	Loire-Atlantique	09.24
GRDF	Plan d'économies menaçant l'emploi (selon CGT)	≥ 2000	France	10.24
Engie (Engie Home Services)	Mise en vente de filiale avec risque sur la pérennité des emplois	4500	France	04.25

CONSTRUCTION

(hors BTP)



Nom de l'entreprise	Type de fermeture	Emplois concernés	Lieu	Date
Cimenterie Calcia / Heidelberg Materials	Fermeture programmée de sites (Beffes et Villiers-au-Bouin)	174 emplois	Cher / Indre-et-Loire	04.24
Provot Frères (scierie)	Redressement judiciaire	40 emplois	Deux-Sèvres	05.24
Diva (fabricant de canapés)	Liquidation judiciaire	104 emplois	Loire	07.24
Bonna Sabla (béton préfabriqué)	Fermeture de site (Vendargues)	20 emplois	Hérault	Annonce direction 03.24
Etex-Eternit (matériaux de construction)	Fermeture de site	44 emplois	Nord	07.24
Pecovec (emballages en bois)	Emplois menacés	8 emplois	Meuse	09.24
Azur Production (menuiserie industrielle)	Emplois menacés	50 emplois	Meurthe-et-Moselle	09.24
Pastural (menuiserie)	Plan de licenciement	28 emplois	Marne	10.24
Pénélopéa (panneaux photovoltaïques)	Emplois menacés	27 emplois	Lozère	11.24
Batimétal (menuiserie métallique)	Liquidation judiciaire	123 emplois	Calvados	11.24
Neobaie (fenêtres)	Licenciements	9 emplois	Aveyron	11.24
Compobaie (encadrement de fenêtres)	Liquidation judiciaire + projet SCOP par les salariés pour conserver leurs emplois	86 emplois	Tarn	12.24
Atlanteam Industries (menuiserie industrielle)	Plan de licenciement	64 emplois	Aube	12.24
Gautier (meubles)	Redressement judiciaire	50 emplois	Vendée	01.25
Bath Fournitures	Liquidation judiciaire + fermeture de site	59 emplois	Vienne (Châtellerault)	03.25
Houot Agencement	Plan de licenciement	23 emplois	Vosges	05.25

Bonna Sabla (multiple sites)	Fermeture de sites (Bruz, La Crèche, Bar-sur-Seine)	68 emplois	Ille-et-Vilaine / Deux-Sèvres / Aube	06.25
France Solar	Liquidation judiciaire après un premier plan de licenciement	150 + 97 emplois	Bas-Rhin	07.25
CIBEM (boîtes à camemberts)	Fermeture de site	104 emplois	Calvados	10.25

LIVRE, PAPIER, COMMUNI- CATION MÉDIAS



Nom de l'entreprise	Type de fermeture (détailée)	Emplois concernés	Lieu	Date
Microsoft France	Plan de départ volontaire annoncé par la direction	209 emplois	France	08.23
Yahoo France	Plan de licenciement	34 emplois	France	08.23
Onclusive (analyse médias et communication)	Plan de licenciement pour remplacement par intelligence artificielle	218 emplois	Hauts-de-Seine	01.24
UPM Raflatac (adhésifs)	Plan de licenciement sur le site industriel	50 emplois	Meurthe-et-Moselle	11.23
Papeteries de Condat	Plan de licenciement sur les salariés du site	174 emplois	Dordogne	10.23
Graph 2000 (imprimerie)	Suppressions d'emplois annoncées par la direction	14 emplois	Orne	10.23
Dauphiné Libéré	Plan de départs volontaires	20 emplois	Isère	11.23
Imprimerie Clerc	Liquidation judiciaire et fermeture de site	47 emplois	Cher	11.23
Smurfit Kappa (papier recyclé)	Fermeture d'usine avec Plan de licenciement	55 emplois	Vaucluse	02.24
Worldline (paiement)	Rupture conventionnelle collective visant une réduction des effectifs	330 emplois	France	02.24
Société vézérienne de transformation	Fermeture du site du sous-traitant	14 emplois	Dordogne	02.24
Sud-Ouest	Plan de licenciement	118 emplois	Gironde	03.24
Payfit (ressources humaines et paie)	Plan de licenciement annoncé par la direction	110 emplois	France	03.24
Orange	Plan de départs volontaires avec délocalisations d'activités chez Orange Business Services	643 emplois	France	04.24
Disney France	Plan de licenciements dans le cadre d'un plan	30 emplois	France	05.24

	mondial de réduction des effectifs			
Imprimerie Gresset	Emplois menacés	35 emplois	Jura	06.24
Ahlstrom / RDM Blendecques	Fermeture de site avec cessation d'activité	117 emplois	Nord	07.24
Papeterie Lecas	Annonce de fermeture du site par la direction en vue d'une délocalisation	70 emplois	Charente	09.24
Bouygues Télécom	Plan de réduction des effectifs avec délocalisations d'activités impactant salariés et prestataires	1500 emplois	France	09.24
Milee (distribution de prospectus)	Liquidation judiciaire	10000 emplois	France	09.24
Papeterie de Saint-Michel	Liquidation judiciaire	65 emplois	Charente	09.24
Easy Mile (solutions autonomes)	Redressement judiciaire	180 emplois	Haute-Garonne	09.24
150 euros (média numérique)	Liquidation judiciaire (filiale Hopps Group)	145 emplois	Bouches-du-Rhône	10.24
Atos / Eviden	Plan de suppressions de 300 emplois en 2024 et 382 emplois supplémentaires en 2025	682 emplois	France	10.24
Stempa Papeterie de Stenay	Liquidation judiciaire avec fermeture du site	124 emplois	Meuse	11.24
Groupe Téma (presse)	Liquidation judiciaire	72 emplois	Moselle	11.24
Don't Nod (jeu vidéo)	Plan de licenciement	69 emplois	Paris	11.24
Téléperformance	Plan de départs volontaires	600 emplois	France	11.24
Axians (informatique)	Suppressions de postes	161 emplois	Ille-et-Vilaine / Finistère / Morbihan	11.24
Imprimerie SIB	Plan de licenciement suite aux inondations de 2023	77 emplois	Pas-de-Calais	11.24

Canal +	Plan de suppression de postes	250 emplois	Hauts-de-Saine	12.24
Konbini	Licenciements	8 emplois	Paris	01.25
Courrier Picard	Plan de licenciement	18 emplois	Somme	01.25
Tetra Pak	Menace de fermeture du site	207 emplois	Côte-d'Or	01.25
MM Packaging	Fermeture du site de Sarreguemines	24 emplois	Moselle	01.25
Le Parisien	Plan de suppression de postes	40 emplois	France	03.25
Le Point	Plan de licenciement	58 emplois	France	04.25
Zendesk France	Plan de licenciement	40 emplois	France	05.25
Prisma Media	Plan de licenciement	54 emplois	France	05.25
La Provence	Plan de licenciement dont 51 emplois à l'imprimerie	72 emplois	Bouches-du-Rhône	06.25
Maury Imprimeur	Plan de licenciement	44 emplois	Loiret	07.25
Albin Michel (édition)	Emplois menacés	31 emplois	Paris	07.25
Papeteries de Condat	Emplois menacés	200 emplois	Dordogne	09.25
UPM Raflatac (site de Pompey)	Nouveau Plan de licenciement	82 emplois	Meurthe-et-Moselle	09.25
Luminess (traitement de données)	Plan de licenciement en cours	12 emplois	Mayenne	10.25
DS Smith (cartonnnerie)	Fermeture du site de Valgelon-la-Rochette	100 emplois	Savoie	11.25
Wizpaper (papeterie)	Liquidation judiciaire avec fermeture du site	140 emplois	Pas-de-Calais	11.25

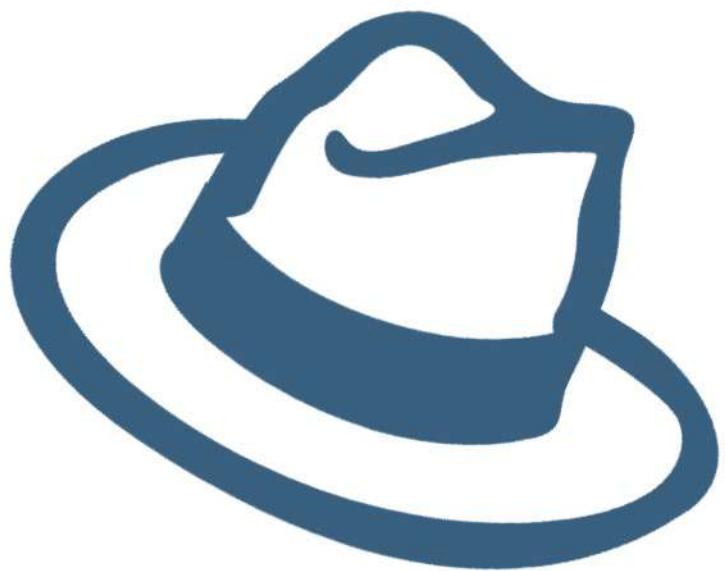
VERRE

ET



CÉRAMIQUE

Nom de l'entreprise	Type de fermeture (détailée)	Emplois concernés	Lieu	Date
Verrerie Holophane (filière auto)	Plan de licenciement avec fermeture de l'usine	208 emplois	Eure	11.23
Duravit Bischwiller (céramique sanitaire et mobiliers salle de bain)	Arrêt de la production en France et délocalisation vers Chine, Égypte et Allemagne	193 emplois	Bas-Rhin	12.23
MEG Oiry (céramique)	Redressement judiciaire	72 emplois	Marne	03.24
Flabeg France (miroiterie auto)	Liquidation judiciaire du site	108 emplois	Bas-Rhin	04.24
Gallia (bouteilles)	Projet de fermeture du site en 2025	15 emplois	Val-de-Marne	11.24
EuroKera (plaques vitrocéramique)	Plan de licenciement sur le site de Chierry	83 emplois	Aisne	02.25
Owen-Illinois / OI Glass	Fermeture du site de Vergèze et suppressions sur plusieurs sites	316 emplois	Gard / Gironde / Vosges / Puy-de-Dôme	04.25
Saverglass	Licenciements avec arrêt d'un des deux fours	139 emplois	Le Havre (Seine-Maritime)	05.25
BMI France (tuilerie)	Plan de licenciement avec fermeture du site de Marseille	54 emplois	Bouches-du-Rhône	09.25
Jenniver (flacons de parfum)	Liquidation judiciaire	85 emplois	Seine-Maritime / Somme	10.25



TEXTILE

Nom de l'entreprise	Type de fermeture (détailée)	Emplois concernés	Lieu	Date
Desseilles (dentelle)	Reprise après liquidation accompagnée d'un Plan de licenciement	50 emplois	Calais (Pas-de-Calais)	01.24
Sigvaris	Licenciements économiques	27 emplois	Loire	10.24
Paule Ka (vêtements de luxe)	Redressement judiciaire avec emplois menacés	37 emplois	Paris	04.24
Bragard SAS (vêtements professionnels)	Suppressions d'emplois après redressement judiciaire	38 emplois	Vosges	11.24
MCD Confection	Redressement judiciaire avec reprise partielle des emplois	15 emplois	Saône-et-Loire	07.24
Chamberlain (chaussures)	Liquidation judiciaire	14 emplois	Dordogne	07.24
Kraft Company (confection)	Liquidation judiciaire	15 emplois	Loire	08.24
Boissy (chaussures)	Liquidation judiciaire avec emplois menacés	45 emplois	Haute-Loire	09.24
Bergère de France	Reprise en SCOP après menace de liquidation avec destructions d'emplois	120 emplois	Meuse	10.24
Le Coq Sportif	Redressement judiciaire avec menaces et suppressions d'emplois programmées	330 emplois	France	11.24 / 07.25
Aplix SA	Fermeture du site industriel de Pontchâteau	55 emplois	Loire-Atlantique	01.25
Marck & Balsan (uniformes)	Fermeture d'usine suite à la perte d'un contrat avec l'armée française	66 emplois	Calais (Pas-de-Calais)	01.25
Elan Industrie / Etam (lingerie)	Plan de fermeture du site avec suppressions d'emplois	55 emplois	Nord (Marcq-en-Barœul)	03.25

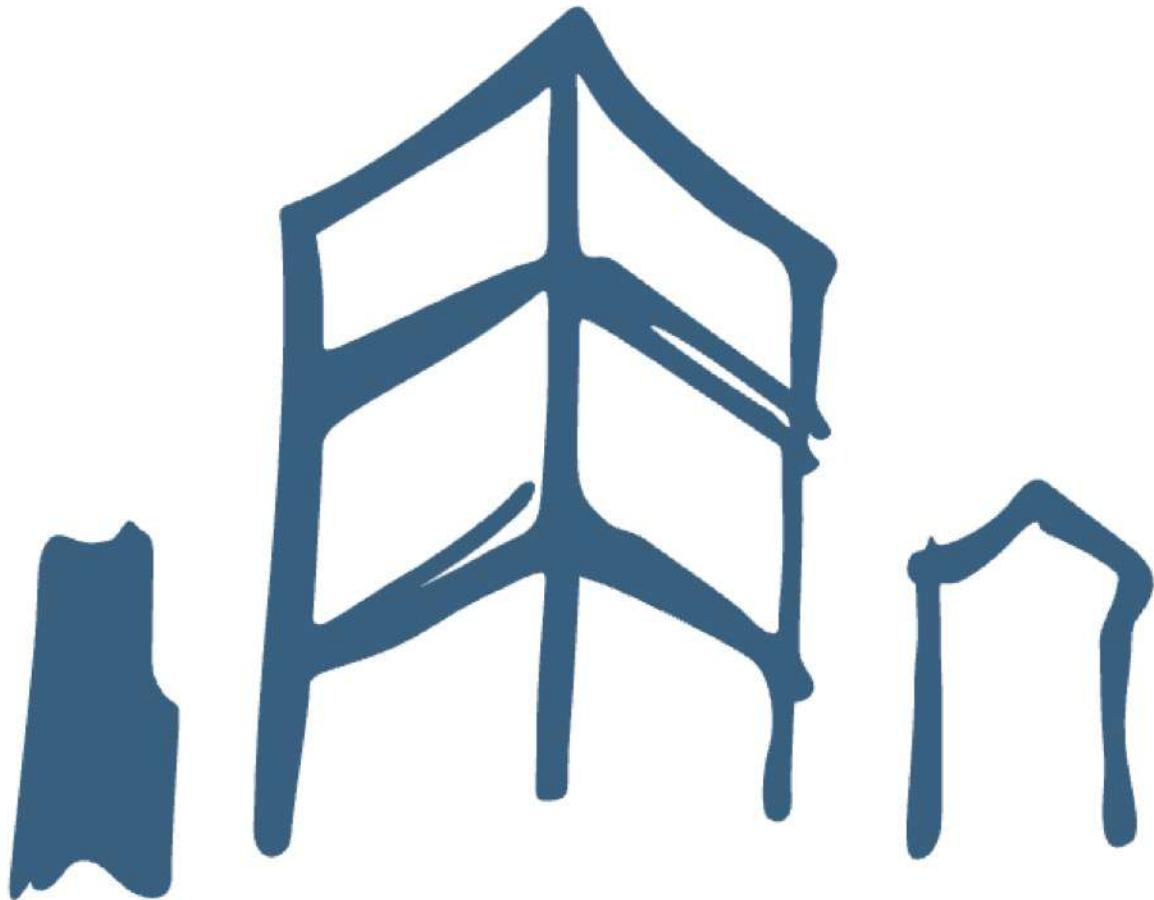
Eminence (textile)	Passage en activité partielle avec risque sur la pérennité du site	61 emplois	Gard	04.25
Albany International (toiles techniques)	Fermeture de l'usine de Saint-Junien	33 emplois	Haute-Vienne	04.25
RW Couture (maroquinerie)	Fermeture du site de Vire	18 emplois	Calvados	07.25
Contifibre (transformation fils nylon)	Fermeture de site industriel	66 emplois	Ardèche	07.25
France Teinture	Redressement judiciaire avec emplois menacés	65 emplois	Aube (Romilly-sur-Seine)	07.25
TDV Industries (vêtements de travail)	Fermeture annoncée du site de Laval	120 emplois	Mayenne	09.25
Safilin (filature de lin)	Fermeture du site de Béthune	23 emplois	Nord	10.25
Aube Tricotage	Liquidation judiciaire	17 emplois	Aube	10.25



**BANQUES,
ASSURANCES,
PREVOYANCE,
MUTUALITÉ**

Nom de l'entreprise	Type de fermeture (détailée)	Emplois concernés	Lieu	Date
Colonna (prévoyance)	Plan de licenciement	99 emplois	Loiret	12.23
Mutualité française	Plan de licenciement (puis invalidé en appel)	75 emplois	France	11.23 / 01.25
Orange Bank	Plan de licenciement dans le cadre de la fermeture de la banque en ligne	650 emplois	Oise / Seine-Saint-Denis	01.24
Société Générale	Plan de suppressions d'emplois déclaré à la DIRECCTE avec impact élargi sur les prestataires à 3000 emplois	1050 emplois	France	02.24
Ma French Bank / Banque Postale (banque digitale)	Cessation d'activité avec Plan de licenciement	155 emplois	France	04.24
Crédit Commercial de France	Plan de fermeture de 80 agences et suppressions de postes annoncé par la direction	1400 emplois	France	12.24
MoneyGram (transfert d'argent)	Plan de licenciement avec fermeture de 15 agences	76 emplois	France	04.25
HSBC	Plan de suppression de postes en France (10% des effectifs)	348 emplois	France	05.25

BATIMENT ET IMMOBILIER



Nom de l'entreprise	Type de fermeture (détailée)	Emplois concernés	Lieu	Date
Batidur (construction immobilière)	Liquidation judiciaire avec licenciements économiques	30 emplois	Haute-Vienne	12.23
Vinci Immobilier	Plan de suppressions d'emplois annoncé par la direction	150 emplois	France	01.24 / 07.24
Bouygues Immobilier	Plan de licenciement	225 emplois	France	04.24
P2I (promoteur immobilier)	Redressement judiciaire avec emplois menacés	82 emplois	Deux-Sèvres	05.24
Réalités (promoteur immobilier)	Plan de suppressions d'emplois	100 emplois	Loire-Atlantique	10.24
Nexity (promoteur immobilier)	Plan de suppressions d'emplois dont licenciements économiques	500 emplois	France	10.24
Schwob BTP	Liquidation judiciaire	52 emplois	Haut-Rhin	10.24
Nexity (nouveau plan)	Nouveau plan de suppressions d'emplois	120 emplois	France	05.25

COMMERCE



Nom de l'entreprise	Type de fermeture (détailée)	Emplois concernés	Lieu	Date
Naf Naf	Redressement judiciaire avec emplois menacés puis reprise et licenciements	621 emplois menacés / 88 emplois supprimés	France	09.23 / 06.24
Jennyfer (habillement succursaliste)	Plan de licenciement	69 emplois	France	10.23
Habitat	Liquidation judiciaire	383 emplois	France	12.23
Minelli (chaussures)	Plan de licenciement	220 emplois	France	01.24
Pimkie (habillement)	Plan de licenciement	239 emplois	France	01.24
Rediv (seconde main)	Liquidation judiciaire et fermeture de site	102 emplois	Hastingues (Landes)	01.24
Conforama	Fermeture de plateforme logistique	78 emplois	St-Georges-d'Espéranche (Isère)	01.24
Brico Privé	Plan de licenciement	174 emplois	Haute-Garonne	02.24
Néomarché / Alinéa	Plan de licenciement	64 emplois	Vaucluse	02.24
Chaussexpo	Liquidation judiciaire avec reprise partielle	376 emplois	France	03.24
Monoprix	Plan de licenciement au siège social	102 emplois	Hauts-de-Seine	04.24
IKKS	Plan de licenciement	192 emplois	France	04.24
CASS	Plan de licenciement en cours de négociation	85 emplois	France	04.24
Casino	Restructuration du groupe avec suppressions massives	3300 emplois / 2200 licenciements	France	09.24 / 02.25
Leroy Merlin	Suppression des postes de comptables en magasin	200 emplois	France	04.24
Body Shop France	Redressement judiciaire puis liquidation judiciaire	260 emplois menacés / 240 emplois supprimés	France	04.24 / 07.24

Nature & Découvertes	Plan de suppression d'emplois	74 emplois	France	05.24
Viasanté (optique)	Licenciements	45 emplois	Pyrénées-Orientales	09.24
Lapeyre	Plan de licenciement	200 emplois	Eure / Pas-de-Calais / Doubs	07.24
Des Marques et Vous	Liquidation judiciaire avec reprise partielle	157 emplois supprimés (143 préservés)	France	09.24
Furet du Nord	Plan de licenciement	60 emplois	Nord	09.24
Esprit	Liquidation judiciaire	145 emplois	Hauts-de-Seine	09.24
Cora / Carrefour	Plan de suppression au siège	340 emplois	Seine-et-Marne	10.24
Bayard (prêt-à-porter)	Liquidation judiciaire	130 emplois	Côte-d'Or	10.24
Standard SAS (Teddy Smith / Blue Box)	Redressement judiciaire avec fermetures de boutiques	400 emplois menacés	Haute-Garonne	10.24
Auchan	Fermetures de sites et plan massif de suppressions d'emplois	2389 emplois	France	11.24
Oskab	Liquidation judiciaire	130 emplois	Nord	11.24
Flunch	Projet de fermeture de restaurants (Plan de licenciement retoqué pour le moment)	90 emplois menacés	France	12.24
Maisons du Monde	Suppressions de postes	91 emplois	Paris / Nantes	01.25
Galeries Lafayette	Fermeture de magasins	145 emplois	Marseille (Bouches-du-Rhône)	01.25
BazarChic	Liquidation + Plan de licenciement	103 emplois	Hauts-de-Seine / Val-d'Oise	01.25
Buffalo Grill	Projet de fermeture de restaurants	150 emplois menacés	Bretagne	01.25
Stokomani	Réorganisation avec rupture conventionnelle collective	50 emplois	France (siège)	01.25
LDLC	Plan de licenciement	88 emplois	Rhône	03.25
Maliterie	Redressement judiciaire	130 emplois menacés	Sarthe	03.25
C&A	Plan de licenciement avec fermetures de magasins	316 emplois	France	03.25

Kaporal	Liquidation judiciaire	280 emplois	Bouches-du-Rhône	03.25
Clair de Lorraine	Redressement judiciaire puis reprise en SCOP	33 emplois supprimés	Meuse	03.25 / 09.25
Gifi	Fermeture de magasins avec plan de suppression d'emplois	302 emplois	Lot-et-Garonne	04.25
Office Dépôt	Fermeture de magasins	116 emplois	France	04.25
Jennyfer	Liquidation judiciaire	999 emplois	France	04.25
People & Baby	Projet de fermeture de crèches	44 établissements menacés	France	04.25
Dorel	Licenciements	8 emplois	Cholet (Maine-et-Loire)	05.25
CASA	Fermeture de magasins	600 emplois	France	05.25
Princesse Tam Tam / Comptoir des Cotonniers	Redressement judiciaire	500 emplois menacés	France	06.25
Colruyt	Fermeture de magasins	950 emplois	France	06.25
Claire's	Redressement judiciaire	800 emplois menacés	France	07.25
Naf Naf	Redressement judiciaire puis reprise avec suppressions d'emplois	300 emplois supprimés	France	08.25
Onedirect	Suppressions de postes	14 emplois	Pyrénées-Orientales	10.25
4Murs	Projet de Plan de licenciement avec fermeture potentielle de magasins	500 emplois menacés	France	11.25
Leroy Merlin	Fermeture de magasins parisiens	271 emplois	Paris	11.25
Alinéa	Redressement judiciaire avec emplois menacés	1200 emplois menacés	France	11.25

LOGISTIQUE

ET



TRANSPORTS

Nom de l'entreprise	Type de fermeture (détailée)	Emplois concernés	Lieu	Date
Frichti (livraison à domicile)	Destruction d'emplois dans le cadre de la reprise par La Belle Vie	230 emplois	Nord / Gironde / Rhône / Bouches-du-Rhône / Isère / Haute-Garonne	09.23
Just Eat (livraison à domicile)	Plan de licenciement annoncé puis annulé par la justice, menace de restructuration maintenue	117 emplois	France	01.24 / 11.24
Urb-It (livraison à vélo)	Redressement judiciaire avec emplois menacés	83 emplois	France	01.24
FDG Objat (logistique)	Fermeture programmée du site	27 emplois	Corrèze	06.24
Flink (livraison à domicile)	Liquidation judiciaire avec suppressions de postes	128 emplois	Paris	04.24
SNCF Fret	Plan national de suppressions d'emplois confirmé	500 emplois	France	11.24
Société Vézérienne de logistique	Suppressions d'emplois liées aux conséquences du Plan de licenciement des Papeteries de Condat	80 emplois	Dordogne	12.24
FM Logistic	Plan de licenciement avec suppressions de postes CDI et intérimaires	83 emplois	Nord	01.25
Transport Da Paixao	Liquidation judiciaire prononcée par le tribunal	18 emplois	Ille-et-Vilaine	02.25
Trans Cévennes Express	Fermeture de l'entreprise	26 emplois	Gard	04.25

ADMINISTRATIONS, SERVICES PUBLICS, SANTE, ACTION SOCIALE, SERVICES A LA PERSONNE



Nom de l'organisme	Type de fermeture (détailée)	Emplois concernés	Lieu	Date
Groupe RVO (EHPAD)	Plan de licenciement dans le cadre d'une restructuration	22 emplois	Maine-et-Loire	12.23
EHPAD public du Havre	Plan de suppression de postes dans un établissement public	150 emplois	Seine-Maritime	02.24
Vercors Restauration	Annonce de fermeture d'une société publique locale de restauration collective avec licenciements	21 emplois	Isère	03.24
Medicharme – Jardins d'Aiffres (EHPAD)	Fermeture du site avec licenciements	36 emplois	Deux-Sèvres	04.24
Banque de France	Externalisation d'une mission régionale, suppressions d'emplois et fermeture programmée de 9 sites	130 emplois	Multi-départements	05.24
Métropole de Lyon	Non-reconduction massive de contrats dans les services publics	206 emplois	Rhône	06.24
AMAPA (groupe AVEC)	Redressement judiciaire avec risque élevé de suppressions d'emplois	4000 emplois	France	07.24 / 12.24
Protection Judiciaire de la Jeunesse	Suppression de postes	500 emplois	France	08.24
Soleam	Plan de suppression de postes	32 emplois	Bouches-du-Rhône	08.24
Hôpital de Dax	Emplois menacés	40 emplois	Landes	09.24
Vertex	Emplois menacés	92 emplois	Ariège	09.24
Conseil départemental du Doubs	Emplois menacés	45 emplois	Doubs	10.24

Conseil départemental des Côtes-d'Armor	Suppressions de postes	60 emplois	Côtes-d'Armor	10.24
Finances publiques	Suppressions de postes prévues dans le budget de l'État 2025	550 emplois	France	10.24
APF France handicap	Plan de licenciement annoncé par la direction	300 emplois	France	10.24
Association Saint-Benoît-Labre	Suppressions de postes dans une structure de protection de mineurs	50 emplois	Loire-Atlantique	10.24
Axe Aide	Liquidation judiciaire avec licenciements	50 emplois	Hautes-Pyrénées	11.24
Conseil départemental de Haute-Garonne	Suppressions de postes liées aux coupes budgétaires de l'État	400 emplois	Haute-Garonne	11.24
EHPAD de Marennes	Suppressions de postes	17 emplois	Charente-Maritime	11.24
Ville de Toulouse	Non-renouvellement massif de CDD entraînant des suppressions d'emplois	800 emplois	Haute-Garonne	11.24
Conseil régional Pays de la Loire	Plan de suppression de postes et menaces indirectes sur le secteur culturel	100 emplois	Pays de la Loire	11.24
Suez Eau de France	Plan de suppression de postes	210 emplois	France	11.24
Cité du design de Saint-Étienne	Projet de suppression de postes	8 emplois	Loire	12.24
Conseil départemental du Nord	Coupes budgétaires menaçant des postes d'éducateurs spécialisés	50 emplois	Nord	12.24
Thermes de Plombières-les-Bains	Liquidation judiciaire avec licenciements	13 emplois	Vosges	01.25
Ateliers solidaires de l'Orne	Liquidation judiciaire avec suppressions de postes	10 emplois	Orne	01.25

Actypôles (structure à but d'emploi)	Liquidation judiciaire avec licenciements	76 emplois	Puy-de-Dôme	04.25
Groupe Envie	Menaces massives sur l'emploi après perte d'un marché public au profit du privé	1000 emplois	Multi-départements	04.25
Conseil départemental d'Eure-et-Loir	Suppressions de postes dans la protection de l'enfance	20 emplois	Eure-et-Loir	04.25
Talendi	Menaces d'emplois et fermeture de site d'insertion	80 emplois	Côtes-d'Armor	06.25
Conseil départemental des Ardennes	Non-reconduction de contrats publics	30 emplois	Ardennes	06.25
Conseil départemental de la Haute-Marne	Projet de suppression de postes	34 emplois	Haute-Marne	10.25
Locapharm	Menace nationale de suppressions d'emplois sur de multiples sites	427 emplois	France	10.25
Fonction publique	Suppressions de postes prévues dans le budget de l'État	3000 emplois	France	10.25
Secours Catholique	Premier plan de licenciement de l'association	130 emplois	Paris	10.25
Institut Don Bosco Gironde	Suppressions d'emplois dans le médico-social liées aux baisses de financements	110 emplois	Gironde	10.25

DIVERS



Nom de l'organisation	Type de fermeture (détailée)	Emplois concernés	Lieu	Date
Girondins de Bordeaux	Licenciements dans le cadre d'une procédure de restructuration du club	82 emplois	Gironde	01.25
Hopps (holding)	Liquidation judiciaire de la holding avec suppressions d'emplois	100 emplois	Bouches-du-Rhône	10.24

2.

**VICTOIRES DE
LA CGT :
DES PROJETS
ALTERNATIFS
POUR SAUVER
L'INDUSTRIE ET
LES EMPLOIS**



Les victoires de la CGT : les salarié.es sauvent l'industrie française et ses emplois !

Quand le ministre de l'Industrie déclare en novembre 2025 qu'« *il faut savoir dire stop quand l'actionnaire ne respecte pas ses engagements* », il ne fait que constater, bien trop tard, ce que les salarié.es vivent depuis des années. Dans de nombreux secteurs, la désindustrialisation n'est pas une fatalité : elle est le **résultat de choix politiques qui ont laissé faire les délocalisations, les fermetures et les démantèlements d'outils de production.**

Depuis trop longtemps, les gouvernements se sont couchés devant des industriels obsédés par leurs profits, prêts à sacrifier emplois, savoir-faire et souveraineté. Les cas des Fonderies de Bretagne ou de Vencorex l'ont montré : à force de s'en remettre au marché et de refuser d'intervenir, **l'État a abandonné des milliers de salarié.es à la voracité de groupes qui n'ont pour seule stratégie que la rentabilité immédiate.**

Ce sont ensuite les PME, les TPE et les sous-traitants qui paient la note. Pressurisés par les donneurs d'ordre, étranglés par les baisses de prix et privés d'investissements, ils se retrouvent enfermés dans une spirale qui fragilise toute la chaîne industrielle. Pendant ce temps-là, **les grands groupes poursuivent leurs logiques de délocalisation, laissant derrière eux territoires meurtris et compétences perdues, et ce malgré les milliards d'aides publiques qu'ils reçoivent chaque année.**

Et alors que les dérèglements climatiques et les révolutions technologiques exigent des choix courageux, **l'État continue d'esquiver ses responsabilités.** Il ne suffit plus de « maintenir l'activité » : il faut transformer les modes de production, revaloriser les qualifications, anticiper les métiers de demain et donner les moyens aux travailleurs et travailleuses de conduire la transition.

Dans ce contexte, la CGT continue de défendre avec constance l'outil industriel, en formulant des propositions concrètes et offensives. Elle propose des alternatives crédibles, construites par et avec les travailleurs et travailleuses et ancrées dans les territoires. Elle porte des projets qui font passer l'emploi, la transition écologique et la justice sociale avant les profits de quelques-uns. **Réindustrialiser la France, redonner un avenir aux travailleurs et travailleuses, reprendre la main sur nos choix industriels : voilà l'objectif, et nous sommes déterminés à l'atteindre.**

Les projets menés à bien par les luttes, avec la CGT : des solutions concrètes et viables

1. La centrale de Gardanne

La directive européenne de 2006, prévoyant l'arrêt progressif des centrales à charbon dites « palier 250 MW » à l'horizon 2015, a condamné l'unité d'exploitation de la centrale de Gardanne et plongé tout un bassin industriel dans l'incertitude. Ce choix technocratique, pris sans anticipation ni accompagnement sérieux, a menacé des centaines d'emplois directs et indirects et fragilisé des territoires déjà éprouvés par la désindustrialisation. **Face à cette impasse imposée d'en haut, les travailleurs et travailleuses, avec la CGT, ont refusé la fatalité et ont porté un autre avenir possible : le projet biomasse.**

Pendant sept ans, les salarié·es et la CGT se sont battus pied à pied pour préserver l'activité du site, défendre les emplois et imposer une reconversion industrielle ambitieuse, fondée sur l'intérêt général. Leur projet n'a pas seulement permis d'éviter la fermeture : **il a démontré qu'une transition écologique cohérente passe par le maintien et la transformation des outils de production, et non par leur abandon.** En articulant enjeux sociaux, souveraineté énergétique, utilisation durable des ressources forestières et maintien des compétences, **ils ont construit une alternative crédible que ni l'État ni les directions successives n'avaient su proposer.**



Cette lutte exemplaire a fini par porter ses fruits. **En novembre 2025, les premières embauches ont été réalisées dans l'entreprise chargée d'exploiter la nouvelle unité biomasse**, concrétisant ainsi des années de mobilisation, de travail technique et de propositions syndicales. Ce redémarrage marque bien plus que la relance d'une activité : il symbolise la **capacité des travailleurs et travailleuses à bâtir des solutions industrielles pérennes, créatrices d'emplois et compatibles avec les impératifs climatiques.**

La reconversion de la centrale de Gardanne en usine de production d'électricité à partir de biomasse de bois, portée de bout en bout par les syndicats CGT et les travailleurs, démontre qu'un **avenir industriel propre, socialement utile et ancré dans les territoires est non seulement possible, mais gagnable.** Là où certains ne voyaient qu'un site à fermer, les travailleurs ont fait émerger un modèle de transition juste, où celles et ceux qui produisent sont enfin placés au cœur des décisions.

2. Chapelle Darblay



Le 10 septembre 2019, UPM annonçait la fermeture de la Chapelle-Darblay (Seine-Maritime), usine papetière symbole de l'économie circulaire et exemple à suivre en matière d'impact écologique. Cette usine à la pointe de la technologie recyclait l'équivalent du tri de vieux papiers de 25 millions d'habitants.

Après six années de lutte et malgré la fermeture, les salarié.es sont restés mobilisé.es et ont obtenu la **préemption du site par la Métropole Rouen Normandie le 10 mai 2022 pour garantir sa vocation papetière**. Trois ans plus tard, ils obtiennent le soutien de l'État via une entrée au capital de 27 millions d'euros.

Le site redémarrera donc d'ici 2028, avec la production de papier ondulé d'emballage à partir de cartons recyclés, la relance de la chaudière biomasse et de la station d'épuration biologique. **À la clé : 170 emplois locaux, la réactivation de la voie ferrée et un ancrage fort dans le développement durable de l'axe Seine.**

Chapelle-Darblay est un exemple supplémentaire de la ténacité indispensable pour porter les questions industrielles, puisque ce dossier reste en cours après plus de quatre années de lutte. Deux dimensions sont particulièrement notables : **le travail constant de construction de convergences avec les collectivités locales, et celui relatif aux financements**. Face à un État qui, particulièrement ces dernières années, n'assume pas le rôle qu'il pourrait jouer, les efforts pour arracher des victoires sont considérables, passant notamment par la recherche de financements publics.

3. Fonderie de Bretagne

La Fonderie de Bretagne, entreprise de 300 salarié.es représentant 350 emplois directs, située à Caudan (ex-SBFM), était une filiale historique de Renault. Elle a été vendue en 2022 à un fonds d'investissement sur la base d'un projet dont tous les experts avaient souligné les faiblesses. **Comme anticipé, l'investisseur n'avait ni les moyens industriels ni les moyens financiers pour accompagner le travail indispensable de diversification du carnet de commandes.**

Cependant, le syndicat CGT, les salarié.es et la direction de la Fonderie de Bretagne ont soulevé des montagnes pour garantir leur avenir :

- Mise en place d'une équipe commerciale, enclenchant une **diversification du portefeuille** avec une dizaine de nouveaux clients (agricole, ferroviaire, défense, mobilier urbain) ;
- Investissements pour **moderniser l'outil de travail**, faisant de l'usine l'une des fonderies les plus modernes d'Europe ;
- Engagement dans une **démarche d'efficacité énergétique** ambitieuse visant à horizon 2028 :

- o 30 % d'économie sur l'électricité,
- o 50 % sur le gaz,
- o 20 % d'énergie renouvelable dans le mix énergétique ;
- Projets partenariaux : ferme photovoltaïque de 10 MW, stockage d'énergie, récupération de chaleur fatale pour alimenter une partie de la zone industrielle de Kerpont et ses 9 000 emplois.



Grâce à cette mobilisation, un nouvel investisseur, Private Assets (fonds allemand), s'est positionné pour racheter la fonderie et s'est engagé à apporter 11 000 tonnes par an de productions nouvelles, permettant de sortir de la dépendance envers Renault. L'État, la région et l'agglomération de Lorient se sont également fortement impliqués.

Cependant, après six mois de négociation et malgré un plan de financement bouclé et soutenu par l'État, **Renault a annoncé le 20 décembre 2024 son refus de garantir la moindre part de marché, préférant délocaliser sa production en Turquie, en Espagne et au Portugal.** S'est alors engagée une lutte des salarié.es de plus de neuf mois, accompagnée par la CGT, les élu.es du territoire et la population. Elle a permis d'obtenir une **décision de justice favorable à la reprise par Europlasma, sauvant ainsi la quasi-totalité des emplois et relançant l'activité.**

4. Duralex

Duralex est une marque française mondialement reconnue pour avoir mis au point et produit le verre trempé à la résistance légendaire. En 20 ans, l'entreprise a connu de nombreux déboires : quatre propriétaires, deux redressements judiciaires, une faillite en 2008, un redressement le 23 septembre 2020, puis, en 2022, un arrêt temporaire de la production dû à la crise énergétique, entraînant cinq mois de chômage partiel.

En 2024, l'entreprise est placée en redressement judiciaire. Face à la menace de disparition, **les salarié.es et en particulier la CGT se mobilisent et élaborent un projet de reprise en coopérative**, validé par le tribunal d'Orléans en juillet 2024.

Environ 60 % des salarié.es deviennent alors associé.es, préservant tous les emplois et redonnant à l'entreprise une gouvernance démocratique et participative.

Depuis 2024-2025, la SCOP a engagé :

- La reprise progressive de la production ;
- La remise en état de l'équipement industriel ;
- La relance commerciale des produits emblématiques ;
- Un travail d'optimisation énergétique ;

**LA VERRERIE
DURALEX
VIVRA !**



- La reconstruction de liens commerciaux fragilisés.

Fin 2025, Duralex SCOP lance une levée de fonds publique d'un objectif initial de 5 millions d'euros pour moderniser ses installations. Bien que plusieurs chantiers restent encore ouverts (foncier, investissements...), la **SCOP Duralex incarne une réussite collective et un espoir pour l'industrie verrière française.**

5. Valdunes

La bataille pour sauver Valdunes a débuté après le désengagement de l'actionnaire chinois, menaçant le dernier fabricant français de roues et essieux ferroviaires, un outil industriel indispensable à la transition écologique.

La mobilisation exceptionnelle des salarié.es et de la CGT, par des grèves, actions syndicales, démarches politiques et juridiques, accompagnée d'un travail approfondi (compétences en droit des affaires, mise en relation des acteurs de toute la filière avec, par exemple, l'implication de la Fédération CGT des Cheminots) a permis de mobiliser des acteurs en capacité d'agir : l'État, la région Hauts-de-France, les collectivités locales, la SNCF, la RATP et Alstom.

Après des mois de lutte, les salarié.es, avec l'appui de la CGT, ont réussi à faire bouger les lignes et à préserver un outil industriel unique, en inscrivant le projet de reprise dans une perspective de décarbonation et de transition environnementale.



3.

LES PROPOSITIONS DE LA CGT



Préserver les capacités productives, engager la planification pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux

La situation industrielle actuelle appelle à agir sur deux fronts complémentaires. D'un côté, **l'urgence : partout dans le pays, des sites ferment, des compétences disparaissent et des filières entières vacillent.** Sans intervention immédiate, une partie de l'appareil productif risque d'être perdue de manière irréversible. De l'autre côté, **la nécessité d'une vision de long terme** : relocaliser des productions, implanter des sites..., planifier, décarboner, sécuriser les emplois et réorienter la puissance publique exigent une architecture cohérente, durable et démocratique. Aussi, il devient indispensable d'articuler clairement deux niveaux d'action complémentaires.

D'une part, **des mesures d'urgence permettant de stopper la saignée industrielle en cours**, d'empêcher des fermetures irréversibles et de garantir que les Assises ne s'ouvrent pas sur un paysage encore plus affaibli. D'autre part, **la définition des principes et objectifs de la planification industrielle, nécessaires pour redonner un horizon stratégique au pays**, assurer la souveraineté industrielle de la Nation, sécuriser les investissements, encadrer l'utilisation des financements publics et installer durablement le rôle de l'État comme pilote de la transformation productive.

Cette transformation doit obtenir l'acceptation sociale. Cela signifie **d'associer en amont les salariés**, en leur donnant de nouveaux droits, et **d'assurer une transparence** des études d'impact, des comités de suivi territoriaux, et **un suivi des contreparties vérifiables** (emploi, formation, santé-environnement) conditionnant l'accès aux aides et financements publics afin de nourrir un avenir industriel partagé et un renouveau productif au service des besoins de la société, sobre en ressources et respectueux du vivant.

5 mesures d'urgence pour préserver les capacités productives

Créer un bouclier industriel et environnemental d'urgence, face à la montée des plans de licenciement, aux vagues de fermetures de sites, et à la déstabilisation causée par la guerre commerciale, aux pollutions (PFAS) et aux gaspillages des ressources (eau, énergie, métaux).

1. Moratoire des licenciements et renforcement de la loi Florange

- Moratoire des licenciements pendant toute procédure de cession/reprise.
- Extension de la loi Florange :
 - Seuil abaissé de 1000 à 50 salarié·es ;
 - Obligation de résultat dans la recherche de repreneur ;
 - Interdiction de toute suppression d'emploi durant la procédure ;
 - Droit de saisine du tribunal de commerce par le CSE avec pouvoir d'injonction et astreinte;
 - Remboursement automatique des aides publiques reçues dans les 5 années précédentes en cas de fermeture injustifiée.

2. Dispositif national et territorial de gestion de crise industrielle

Face à l'ampleur des fermetures de sites, des restructurations et des défaillances d'entreprises, la France ne dispose pas aujourd'hui d'un mécanisme capable d'anticiper les risques, de coordonner les acteurs et d'intervenir rapidement pour préserver les capacités productives. La gestion des crises industrielles reste trop éclatée entre les services de l'État, les collectivités et les acteurs économiques, sans pilotage stratégique ni obligation de transparence.

Un dispositif structuré et permanent est indispensable pour éviter que les décisions se prennent dans l'urgence et que des sites potentiellement viables disparaissent faute d'anticipation.

- Une cellule nationale de crise, pilotée par le ministère de l'Économie, rassemblerait syndicats, BPI, Caisse des dépôts, Banque de France, services de l'État et représentants d'élus. Elle assurerait le suivi des filières en tension, la détection précoce des sites fragilisés et la mobilisation rapide des outils publics.
- Cette organisation serait déclinée en préfecture, avec des cellules territoriales associant syndicats, collectivités, services déconcentrés, BPI et acteurs économiques locaux. Leur rôle : réunir immédiatement les acteurs lorsqu'un site est menacé, partager l'information et coordonner l'action publique pour construire des solutions.
- Les commissaires aux restructurations seraient activés systématiquement et travaillerait en intégrant formellement les représentants des salariés.
- Enfin, le dispositif doit garantir une transparence complète sur les données économiques, industrielles, sociales, environnementales des sites concernés, afin d'évaluer objectivement les projets et d'appuyer les alternatives.

3. Utilisation des leviers publics : préemption, entrée au capital, nationalisations ciblées

L'objectif est d'empêcher le démantèlement des capacités stratégiques.

- Pouvoir élargi de préemption industrielle au bénéfice de l'État ou des collectivités.

- Entrée au capital via BPI/CDC avec présence obligatoire de représentants de l'État et des salariés.
- Nationalisations stratégiques (acier, numérique), temporaires ou pérennes.
- Protection des propriétés intellectuelles
- Obligation faite aux grands groupes d'examiner et financer des solutions de ré-internalisation.

4. Remboursement des aides publiques pour les entreprises qui font des bénéfices

- Remboursement des aides publiques européennes, de l'Etat ou des collectivités territoriales (subventions, crédits d'impôt, garanties) en cas de PSE, fermeture ou délocalisation liés à une décision stratégique, lorsque l'entreprise est bénéficiaire (résultat net/EBITDA positif) ou que son actionnaire distribue des dividendes/rachats d'actions.
- Période de référence : toutes les aides perçues sur les 5 dernières années.

5. Pouvoirs renforcés devant les tribunaux de commerce

Les procédures collectives jouent aujourd'hui un rôle décisif dans le devenir des sites industriels. Pourtant, leur fonctionnement reste largement centré sur une logique de liquidité financière, sans réelle responsabilisation des mandataires judiciaires, plutôt que sur la préservation de l'appareil productif, de l'emploi et des compétences. Une réforme structurelle est nécessaire pour garantir que chaque décision intègre pleinement l'intérêt général, le maintien des capacités productives et les projets alternatifs portés localement.

- **Intégration de représentants syndicaux et d'élus locaux au sein des tribunaux de commerce**

La composition actuelle, limitée à des juges consulaires issus du monde patronal, ne permet pas une prise en compte équilibrée des enjeux industriels, sociaux, territoriaux et environnementaux. L'intégration de représentant.es des organisations syndicales et d'élus locaux permettrait :

- D'enrichir l'analyse des dossiers par une connaissance fine des filières, des emplois et des bassins de vie ;
- De garantir une vision moins financiarisée et plus productive du devenir des entreprises ;
- D'introduire un contrepoids démocratique dans les décisions concernant l'avenir de sites stratégiques.

- **Garantir un accès complet des CSE aux données de reprise (data room)**

Dans la plupart des procédures, les représentant·es du personnel travaillent à l'aveugle : accès restreint aux informations, dossiers incomplets, calendriers trop serrés.

Le CSE doit avoir un accès automatique, intégral et gratuit à l'ensemble des données économiques, industrielles et sociales mises à disposition des candidats à la reprise

(data room).

Cet accès permettrait :

- D'évaluer réellement la solidité des projets ;
- De proposer un projet alternatif ;
- D'empêcher les reprises fictives destinées à organiser la liquidation.

- **Droit d'appel du CSE avec effet suspensif**

Aujourd'hui, une décision de tribunal peut mettre un site à terre avant même que les salarié·es aient pu exercer un recours.

Ainsi, reconnaître au CSE un droit d'interjeter appel avec un effet suspensif sur l'exécution de la décision. Cela empêcherait qu'une décision du tribunal (cession, liquidation, restructuration) soit appliquée immédiatement.

Et donc que les licenciements, ventes d'actifs ou arrêts d'activité soient engagés avant même l'examen du recours en appel.

- **Création d'un fonds mutualisé de financement des expertises en cas d'insolvabilité**

Dans les procédures visant des entreprises sans trésorerie disponible, les salarié·es n'ont pas les moyens de financer les expertises nécessaires.

Ce fonds mutualisé serait alimenté par une contribution des entreprises de la juridiction.

5 mesures pour réussir la planification industrielle et écologique

1. Donner un pouvoir réel d'intervention aux travailleurs

La planification ne peut réussir que si les travailleurs disposent de leviers concrets pour peser sur les choix industriels, sociaux et environnementaux. Cela implique de renforcer leurs droits à chaque niveau de décision.

- **Retour au CHSCTE :**

Le retour des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), avec ajout d'une compétence environnementale (CHSCTE) et mais aussi aux risques industriels (procédés, ICPE, substances, plans d'urgence), avec droit d'alerte renforcé, expertise contradictoire et suivi des plans d'actions sur les expositions.

- **Des données obligatoires et complètes dans la BDESE, incluant le scope 3**

La BDESE doit devenir un véritable outil d'analyse des trajectoires industrielles, intégrant les émissions indirectes, les dépendances critiques et les choix d'investissement.

- **Des droits d'expertise renforcés sur toute la chaîne de valeur-Loi GM&S**

Les représentants du personnel doivent pouvoir analyser les risques, dépendances, choix technologiques et impacts territoriaux des projets industriels, y compris chez les sous-traitants et les donneurs d'ordre.

- **Un droit de veto sur les projets destructeurs d'emploi ou dégradant l'environnement**
Le CSE doit pouvoir suspendre ou bloquer les décisions qui compromettent la pérennité du site, l'emploi ou l'environnement, le temps d'examiner des alternatives
- **Une gouvernance rééquilibrée dans les conseils d'administration**
Porter à 50 % la représentation des salarié·es dans les conseils d'administration des entreprises privées stratégiques, et à un tiers dans le secteur public, pour garantir que les choix d'investissement, de production et de transition soient alignés sur l'intérêt général.

2. Sécurité sociale professionnelle et environnementale

La transition industrielle et écologique ne peut réussir que si chaque travailleur est garanti contre les ruptures de parcours. Cela suppose une véritable sécurité sociale professionnelle et environnementale, permettant de traverser les mutations sans perte d'emploi ni de droits.

- **Maintien du contrat de travail pendant les transitions**
Le contrat reste actif durant les changements d'outil, de technologie ou d'organisation. Les périodes de formation, de reconversion ou d'adaptation aux nouveaux procédés sont intégralement sécurisées.
- **Fonds de branche pour financer les formations et reconversions**
Chaque branche doit disposer d'un fonds dédié, financé par les entreprises et abondé par l'État pour garantir l'accès aux qualifications nécessaires à la transition écologique et technologique, sans coût pour les salariés.
- **Encadrement strict des licenciements économiques**
Un licenciement économique n'est possible qu'en cas de difficultés réelles et graves. Les restructurations financières ou opportunistes doivent être interdites, et la priorité donnée au maintien dans l'emploi, à la reconversion interne et aux alternatives construites avec les représentants des salariés.

3. Commande publique et politique d'achats comme leviers de transformation et bouclier anti-dumping

La commande publique représente un pouvoir considérable pour orienter l'économie. Elle doit devenir un outil stratégique de relocalisation, de transition écologique et de soutien aux filières industrielles essentielles.

- **Priorité au "Made in France / UE"**
Les marchés publics doivent privilégier les productions locales et européennes, avec des critères sociaux, environnementaux et industriels clairement assumés pour soutenir les capacités productives.
- **Fin de l'attribution au "moins-disant"**
Les achats publics doivent sortir de la logique du prix le plus bas, qui détruit l'emploi et les filières. Les critères qualitatifs, sociaux, environnementaux et industriels doivent primer.
- **Créer une demande garantie**

Les achats publics doivent intégrer des cibles sectorielles (matériel ferroviaire, électronique, équipements bas carbone...) afin de sécuriser des volumes d'activité suffisants pour relancer ou développer des filières.

- **Fin des enchères inversées**

Interdiction des dispositifs qui tirent les prix – et les conditions de travail – vers le bas, et qui empêchent les entreprises de produire en France. Les procédures doivent intégrer des critères qualitatifs, sociaux et environnementaux, et non uniquement le prix.

- **Pouvoir d'intervention syndicale sur les marchés > 500 000 €**

Les organisations syndicales doivent pouvoir être informées, consulter les cahiers des charges et alerter sur les risques de dumping social ou environnemental.

- **Registre européen des entreprises exclues pour dumping social**

Création d'un registre européen listant les entreprises condamnées pour fraude sociale, travail dissimulé, non-respect des normes environnementales ou pratiques de dumping, interdites d'accès aux marchés publics.

4. Aides publiques : un levier de planification

Les aides publiques doivent cesser d'alimenter les stratégies financières et devenir un véritable levier de protection de l'emploi, des sites et des capacités productives.

- Transparence intégrale des aides publiques attribuées et de leur utilisation.
- Critères sociaux, environnementaux et territoriaux obligatoires.
- Accord conforme du CSE pour attribution des aides.
- Restitution automatique en cas de délocalisation ou fermeture.
- Interdiction de rachat d'actions pour les entreprises aidées.
- Conversion possible des aides en prises de participation.

5. Tarifs réglementés de l'énergie et juste prix bas carbone

- **Rétablissement immédiat des tarifs réglementés du gaz et de l'électricité**

Permettre aux industriels exposés de bénéficier d'un prix stable, déconnecté des fluctuations spéculatives des marchés.

- **Un tarif spécifique de l'électricité pour les industries électro-intensives**

Appliquer un prix fondé sur les coûts réels de production, notamment nucléaire et renouvelable, afin de protéger les filières stratégiques.

- **Engagements industriels associés**

En échange d'un prix bas carbone garanti, les entreprises doivent maintenir leurs capacités productives en France, investir dans la décarbonation et préserver l'emploi.

Les outils de planification industrielle et écologique

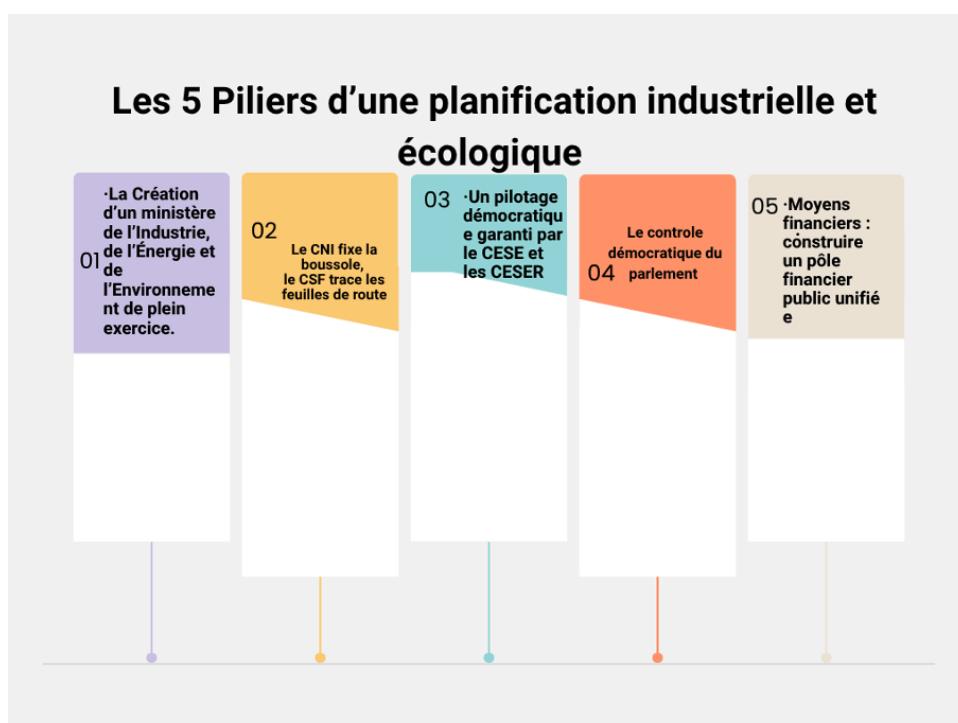
La CGT porte l'idée d'une **planification écologique réellement démocratique, fondée sur l'intervention des salarié·es, des syndicats, des citoyens et des territoires**, et non sur les décisions des seuls actionnaires. Planifier, c'est définir filière par filière les investissements indispensables, les technologies utiles, la réduction des pollutions, les besoins en infrastructures publiques et les trajectoires industrielles et énergétiques cohérentes avec la transition. Une telle démarche suppose de sortir la stratégie industrielle des logiques de marché pour redonner à l'État un rôle de stratège capable d'orienter les financements, de protéger les filières essentielles et de garantir l'égalité entre les territoires.

Cette ambition s'inscrit dans un héritage français riche en outils de projection et de coordination – Commissariat général au Plan, observatoires sectoriels, dispositifs de concertation territoriale – qui ont longtemps permis d'organiser la modernisation économique. Mais ces instruments ont été progressivement démantelés ou réduits à un rôle consultatif sans prise sur les décisions réelles. L'enjeu n'est pas de rétablir mécaniquement les structures d'hier, mais de **retrouver ce qui faisait leur force : l'anticipation, la cohérence, la continuité et la coordination**. Il s'agit en même temps de corriger leurs limites en ancrant la planification dans une gouvernance démocratique, transparente et donnant aux travailleurs de véritables droits d'intervention sur les choix industriels et environnementaux.

Une planification moderne doit donc être capable d'articuler vision de long terme, pilotage public, expertise indépendante et participation sociale afin d'organiser la transition écologique, sécuriser l'emploi et reconstruire les capacités productives du pays.

Ses objectifs répondent à :

- Protection des capacités productives et reconstruction des filières.
- Décarboner par la réindustrialisation
- Développement d'une industrie bas carbone via investissements massifs publics.
- Sortie progressive de la dépendance aux importations à forte empreinte carbone.



1. La création d'un ministère de l'Industrie, de l'Énergie et de l'Environnement de plein exercice

L'objectif est de reconstruire une capacité publique de pilotage industriel.

La France a déjà connu des ministres de l'Industrie de plein exercice et un Commissariat au Plan. Leur limite n'était pas l'existence de la structure, mais l'absence de pouvoir réel sur les choix industriels, de moyens d'expertise et de continuité stratégique. Pour éviter de reproduire ces impasses, la création d'un ministère "Industrie-Énergie-Environnement" n'a de sens que si elle s'accompagne de mécanismes opérationnels de pilotage.

L'objectif est de doter l'État d'une capacité effective à orienter l'appareil productif, grâce à :

- **Une planification à 10-20 ans**, appuyée sur des données publiques consolidées : trajectoire carbone, besoins matériels de la transition, souveraineté technologique, fragilités de filières ;
- **Des outils de suivi et d'anticipation** : cartographies régulières des dépendances stratégiques, souveraineté technologiques, capacités de production critiques, besoins en matériaux, en équipements et en compétences, définir des plans stratégiques, des plans d'approvisionnement sécurisés (contrats long terme, recyclage, substitution).
- **Un renforcement massif de l'expertise publique** (CGDD, DGE, ADEME, Ineris, services déconcentrés), capable de produire des scénarios, d'évaluer les projets, de contrôler l'usage des financements publics ;
- **Un pouvoir de coordination** sur les opérateurs publics (BPI, Banque des Territoires, APE), pour aligner investissements et objectifs industriels ;
- **Une gouvernance stable** qui ne dépend plus des alternances politiques ni des annonces ponctuelles, mais repose sur des mandats pluriannuels et un pilotage associant syndicats, territoires et institutions.

2. Le Conseil national de l'industrie (CNI) : le "Conseil du Plan" version contemporaine

Le CNI reprend la fonction du **Conseil du Plan** : un lieu où l'État, les syndicats, les entreprises et les experts débattent des choix collectifs.

Mais il le rend opérant, car :

- Il valide les feuilles de route sectorielles,
- Il fixe les priorités d'investissement,
- Il suit l'exécution de la planification,
- Il peut déclencher des mesures correctives.

Là où le Plan d'après-guerre sombrait parfois dans l'incantation, le CNI nouvelle génération serait relié directement aux opérateurs financiers et aux filières.

Les Conseils stratégiques de filière : équivalent moderne des "commissions de modernisation"

Dans le Plan original, les commissions de modernisation étaient chargées du travail technique.

Aujourd’hui, ce rôle revient aux CSF, à condition de les réformer :

Ils doivent produire :

- Cartographies des dépendances (matières, composants, machines),
- Besoins industriels de la transition écologique,
- Maintien des compétences et des savoirs faire, emplois,
- Identifications des points de rupture et leviers de relocalisation.

Ils deviennent ainsi les unités opérationnelles du Plan, articulé secteur par secteur.

3. Un pilotage démocratique garanti par le CESE et les CESER

Le CESE et les CESER doivent devenir les garants de la cohérence publique de la planification.

Leur rôle serait d’assurer une évaluation indépendante et continue des trajectoires industrielles, énergétiques, sociales et territoriales. Leur composition, associant syndicats, associations, acteurs économiques, experts et représentants territoriaux, en fait l’instance la plus légitime pour garantir que la stratégie industrielle sert l’intérêt général et s’inscrit dans une vision cohérente de long terme.

Ils seraient chargés :

- D’évaluer annuellement la mise en œuvre de la planification,
- De vérifier la compatibilité entre les objectifs industriels, climatiques et d’emploi,
- De produire des alertes publiques,
- D’éclairer le Parlement et le CNI.

Ils deviennent les garants démocratiques de la planification.

4. Renforcer le contrôle démocratique : le rôle du Parlement

Dans l’ancien système de planification, les Plans étaient bien présentés au Parlement, mais ils n’étaient pas votés, et surtout, le Parlement ne disposait d’aucun pouvoir réel de suivi, d’évaluation ou de contrainte sur leur mise en œuvre. Cette absence de contrôle démocratique a contribué à affaiblir progressivement la planification et à la couper des choix budgétaires, industriels et territoriaux.

La nouvelle architecture doit corriger cette faiblesse structurelle. Pour cela, le Parlement doit devenir le lieu où s’exercent :

- Des auditions annuelles du ministère de l’Industrie et du CNI, des institutions financières (BPI, APE, CDC) ;
- La réception d’un rapport public des administrateurs représentant l’État dans les entreprises stratégiques ;
- La transmission obligatoire des feuilles de route industrielles et des trajectoires sectorielles ;
- Un examen annuel des conditionnalités associées aux aides publiques ;

- Un pouvoir d'interpellation sur le non-respect des objectifs industriels, sociaux ou environnementaux.

5. Moyens financiers : construire un pôle financier public et démocratique

Pour rendre la planification réellement opérante, la CGT propose de rassembler BPI, Banque des Territoires, Caisse des Dépôts, Banque Postale, Banque de France et APE au sein d'un **pôle financier public** capable d'orienter l'investissement à long terme.

Ce pôle aurait quatre missions essentielles :

- **Orienter l'épargne** vers les filières stratégiques, en créant un livret industrie ;
- **Financer les investissements durables** (modernisation, relocalisation, transition bas carbone) ;
- **Conditionner les financements** à des engagements sociaux et environnementaux ;
- **Soutenir les reprises et les relocalisations**, notamment lorsque les salariés ou les territoires portent un projet alternatif, faciliter l'orientation des flux financier vers l'économie sociale et solidaire.

RELATIONS PRESSE CONFÉDÉRALES

MARYLIE BREUIL (SÉCRÉTARIAT GÉNÉRAL)

06 80 62 02 74

M.BREUIL@CGT.FR

MÉLANIE VASSELIN (BUREAU CONFÉDÉRAL)

06 80 61 62 13

M.VASSELIN@CGT.FR

MAIL :

PRESSE@CGT.FR